

Rapport d'expertise

Entre vulnérabilité et marginalisation dans le Nord-Ouest de l'Ouganda : les facteurs multi-dimensionnels de la pauvreté et des dynamiques du développement dans le district de Nebbi

Tcheky CHAMINAND

Recherche réalisée sous la direction de M. Thomas LEYRIS, Enseignant agrégé d'Histoire-Géographie et docteur en Histoire contemporaine



Sciences Po Lille. Master I, Paix, Action Humanitaire et Développement
Année universitaire 2024 - 2025

Résumé et mots clés

Le district de Nebbi est souvent considéré comme l'un des territoires les plus pauvres de tout l'Ouganda. Le terme Alur désigne les communautés qui vivent sur ces petits territoires à mi-chemin entre la République Démocratique du Congo et les rives Nord du lac Albert dans la région du West-Nile. Dans cette région majoritairement rurale, la pauvreté structurelle touche tous les aspects de la vie quotidienne et les perspectives de développement dépendent essentiellement des projets de solidarité humanitaires ou communautaires. Le désengagement de l'Etat dans un territoire historiquement marginalisé accentue l'incapacité des acteurs locaux à fournir des solutions durables et adaptées à l'ensemble des individus. Dans ce contexte, le rapport d'expertise explore les dynamiques permettant de construire un ensemble de recommandations susceptibles de concourir à l'implantation d'un projet de développement et de réduction de la pauvreté efficace et pertinent dans le district de Nebbi.

Ouganda – Pauvreté – Développement – ONG humanitaire – District de Nebbi

Summary and keywords

Nebbi District is often considered as one of the poorest areas in Uganda. The term Alur refers to communities living in small territories located between Democratic Republic of Congo and the northern shores of Lake Albert, in the West Nile region. In this predominantly rural area, structural poverty affects all aspects of daily life, and development dynamics largely depend on humanitarian or community-based solidarity initiatives. The withdrawal of the State from this historically marginalized territory further weakens the ability of local actors to provide sustainable and appropriate solutions for the population. In this context, the expert report explores the dynamics that could support a set of recommendations that aimed at establishing an effective and relevant development and poverty reduction project in the Nebbi District.

Uganda – Poverty – Development – Humanitarian NGO – Nebbi District

Remerciements

Je souhaite premièrement remercier mon directeur M. Thomas LEYRIS pour avoir gentiment accepté d'encadrer mes recherches cette année, ainsi que pour avoir consacré de son temps à corriger mes égarements et m'aider à approfondir mon travail.

Mes remerciements s'adressent également à mes amis, camarades et collègues ougandais qui m'ont fait confiance pour m'aider à réaliser mes entretiens ou parfois répondre à mes questions. Sans leur concours, je n'aurais pas été capable de réaliser ce travail qui repose en grande partie sur la concertation avec les personnes concernées par les enjeux de développement à Nebbi.

De même, je me dois de mentionner le rôle de mon organisation et de mes amis à EMOTER qui m'ont permis de travailler comme assistant humanitaire dans le district de Nebbi, et sans qui, l'idée et la motivation pour ces recherches n'auraient jamais vu le jour.

Enfin, je tiens naturellement à remercier mes professeurs pour leurs enseignements sur les questions humanitaires et internationales durant cette nouvelle année à Sciences po Lille, ainsi que ma famille et mes amis pour leur présence.

Sommaire

Acronymes

Synthèse opérationnelle

Introduction

Chapitre I. Les enjeux structurels et quantifiables de la pauvreté à Nebbi

Chapitre II. Les conséquences d'une pauvreté subjective

Chapitre III. Les acteurs locaux du développement

Recommandations

Conclusion

Bibliographie

Annexes

Liste des acronymes

AFARD : Agency For Accelerated Regional Development

AGR : Activités Productrices de Revenus

CBOs : Community-Based Organizations

CBS : Community-Based Services

CEFORD : Community-Empowerment for Rural Development

CSO : Civil Society Organization

DPU : District Planning Unit

EMOTER : Essential Medical Outreach & Treatment Rescue

GRI : Global Roots Initiative

LRA : Lord's Resistance Army

NDLG: Nebbi District Local Government

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

OVC : Orphans and Vulnerable Children

PEAP : Poverty Eradication Action Plan

PRSP : Poverty Reduction Strategy Papers

UCRRP : Uganda Country Refugee Response Plan

UPDF : Uganda People's Defense Force

WASH : Water, Sanitation and Hygiene

WNBF : West-Nile Bank Front

Synthèse opérationnelle

Le présent rapport d'expertise est effectué en qualité de consultant international humanitaire spécialisé sur les secteurs du développement et de la réduction de la pauvreté dans le West-Nile. Les conseils s'adressent prioritairement aux ONG humanitaires et autres institutions de la solidarité ou de la coopération internationale souhaitant établir un programme de développement dans le district de Nebbi ou au sein des communautés alurs en Ouganda.

En l'occurrence, le travail s'adresse à l'ONG internationale humanitaire *Global Roots Initiative* (fictif) spécialisée dans la réduction de la pauvreté structurelle en zone rurale dans le cadre du développement d'un nouveau programme en Ouganda dans la région du West-Nile. L'organisation mandate un consultant humanitaire externe travaillant dans le district de Nebbi afin d'orienter sa stratégie d'intervention en fonction du contexte local, d'identifier les dynamiques du développement dans la région, et d'établir une méthode efficace de ciblage des bénéficiaires les plus vulnérables. Dans le cadre de son programme, l'ONG *Global Roots Initiative* ambitionne de renforcer l'autonomisation économique à travers des projets de micro-finance¹ ou par l'aide dans la recherche d'emploi, de formation ou d'opportunités éducatives. Ses activités s'accompagnent de dispositifs d'amélioration dans la résilience agricole et alimentaire des bénéficiaires², ainsi que de programmes d'éducation élémentaire, de formations professionnelles ou d'assistance et de prévention sanitaire³.

L'organisation *Global Roots Initiative* va devoir faire face aux nombreuses difficultés inhérentes aux enjeux structurels de la pauvreté à Nebbi, et adapter son programme de solidarité aux dynamiques politiques et socio-économiques environnantes dans le contexte du West-Nile. A ce titre, la capacité à cibler les bénéficiaires les plus dépendants et tributaires d'une aide extérieure ou ne parvenant pas à suffire à leurs propres besoins représente la principale problématique des ONG. Dans un contexte de pauvreté généralisée, les projets humanitaires à budget contraint peinent à distinguer efficacement les individus les plus pauvres. Le rapport d'expertise cherche à identifier le profil de la pauvreté et à fournir des outils d'analyse méthodologiques applicables sur le terrain pour permettre à l'ONG de naviguer dans un contexte et une situation complexe. En l'occurrence, les notions de vulnérabilité et de marginalisation se rapportent à l'incapacité de satisfaire des besoins de

¹Assistance dans l'investissement, l'organisation et le suivi de petites activités commerciales ou de services (vente de nourriture, élevage de petits animaux, commerce de données mobiles, service de boda-boda...).

²Par exemple au travers des Activités Génératrices de Revenus (AGR) comme outil fondamental de la sécurité alimentaire pour les communautés (parcelles à cultiver pour la vente, aide pour acheter les engrais ou les outils...).

³Sensibilisation aux risques sanitaires et aux pratiques saines en zone rurale à risque (accès à l'eau dans des zones saines, produit pour laver les mains et la nourriture, construction de latrines, mesures de protection contre les moustiques...).

premières nécessités indispensables à son bien-être, ainsi que les difficultés à s'intégrer et se réaliser socialement.

Plusieurs approches sont envisageables pour mesurer la pauvreté et cibler les personnes qui nécessitent prioritairement de l'aide dans le cadre d'un programme de développement. Premièrement, l'approche quantitative base son évaluation sur des chiffres pour produire des standards techniques, tels que des seuils ou des taux de pauvreté, visant à révéler et mesurer des dynamiques sur la pauvreté de manière globale. Deuxièmement, l'approche qualitative repose sur la certitude que les pauvres savent mieux que les autres ce dont ils ont besoin. Utilisées sur de nombreux terrains, les méthodes subjectives et participatives s'appuient sur le ressenti, l'expérience et le vécu quotidien des communautés affectées par la pauvreté pour mesurer son importance. L'intérêt est d'apporter des solutions qui soient appropriées au contexte local et à la situation réelle des individus qui se sentent vulnérables et marginalisés.

Les recommandations du rapport d'expertise reposent sur l'idée que l'approche participative et qualitative sont globalement plus pertinentes et indiquées que les méthodes techniques et quantitatives dans un processus de réduction de la pauvreté dans le West-Nile. Les recherches, conclusions et recommandations du rapport d'expertise reposent sur la réalisation de six entretiens semi-directifs avec des hommes et des femmes de la communauté alur ou vivant et travaillant à Nebbi. La méthodologie des entretiens repose sur l'approche participative où il est demandé aux personnes interrogées d'expliquer leur situation, leur vécu, leur quotidien et leurs considérations sur la pauvreté de manière générale. A cela s'ajoute une analyse comparative qui repose sur une documentation et un ensemble de rapports incluant des approches quantitatives et qualitatives sur les dynamiques du développement et de la pauvreté à Nebbi ou en Ouganda.

L'ensemble de ces recherches préalables servent d'outils et d'instruments pour analyser et comprendre la complexité des enjeux structurels de la pauvreté qui se matérialisent par l'intervention et l'interdépendance de plusieurs acteurs, rien qu'à Nebbi. La première partie cherche à dresser le profil et le contexte de la pauvreté dans le West-Nile et plus précisément dans les districts occupés par les communautés alurs. Il s'agit de fixer au préalable les enjeux et difficultés présents dans la zone d'opération de l'ONG pour comprendre les défis à relever. La seconde partie se concentre sur la comparaison et les limites dans l'application des approches quantitatives et qualitatives sur le terrain. L'objectif est de comprendre les problématiques de vulnérabilité et de marginalisation à la lumière d'une étude comparée entre les entretiens, la documentation locale et l'état de la recherche scientifique sur le sujet. Enfin, les dernières parties du rapport d'expertise s'attachent notamment à étudier l'interaction et les dynamiques de coopération entre les acteurs publics chargés de la planification du développement et les acteurs humanitaires ou

communautaires sur le terrain. Dans ce contexte, il apparaît clairement que les acteurs publics constituent des partenaires peu fiables et profitables en comparaison des ONG locales et des services communautaires dans le cadre d'une collaboration future avec *Global Roots Initiative*.

Principales recommandations :

1) Le projet de solidarité de *Global Roots Initiative* doit s'adresser prioritairement aux femmes seules vivant en zone rurale avec des personnes âgées ou des enfants à charge déscolarisés et ne parvenant pas à tirer un revenu agricole de subsistance suffisant pour satisfaire des besoins élémentaires.

2) L'approche participative et subjective constituent la méthode d'identification la plus efficace et pertinente pour identifier structurellement et individuellement les communautés marginalisées et vulnérables. Les projets de *Global Roots Initiative* doivent intégrer les méthodes qualitatives comme instrument privilégié dans le ciblage de ses bénéficiaires dans le district de Nebbi et ses alentours.

3) Les ONG locales humanitaires et les *Community Based Organizations* doivent représenter les partenaires privilégiés de *Global Roots Initiative* dans ses activités de développement. L'intégration et la participation des bénéficiaires au projet doivent reposer prioritairement sur une coopération active avec les acteurs humanitaires et communautaires.

4) Le projet de *Global Roots Initiative* évolue dans le contexte d'une pauvreté structurelle qui se matérialise par des facteurs multi-dimensionnels qui interagissent entre eux. Par conséquent, le programme humanitaire doit chercher à soulager les bénéficiaires sur des secteurs qui impactent positivement l'ensemble des dynamiques du développement (éducation, infrastructures, services médicaux et sanitaires, autonomisation économique et politique, participation locale, gestion des ressources...).

5) Les activités humanitaires de *Global Roots Initiative* doivent s'inscrire dans une dynamique de coopération, de concertation et de coordination active et permanente avec l'ensemble des acteurs présents dans la zone. Dans ce cadre, le Nebbi NGO Forum constitue la plateforme à privilégier comme réseau de communication pour le partage de données et d'informations entre les ONG, les *Community Based Organizations*, les *Community Based Services* et les *Civil Society Organizations*.

Introduction

Le West-Nile est une région du Nord-Ouest de l'Ouganda entourée par la République démocratique du Congo et le Sud-Soudan. D'une population d'environ 2 millions d'habitants (recensement de 2002) vivant principalement en milieu rural (90%), la région compte aux alentours de 52% de catholiques, 28% d'anglicans et 18% de musulmans⁴. Le territoire fut échangé au Soudan en 1914 et fait partie des régions les plus pauvres, sous-développées et marginalisées du pays. L'isolement politique et économique du West-Nile s'explique par les conflits et l'instabilité de la région depuis les années 1970. Considérée comme la région d'origine du président Idi Amin Dada (1971-1979), celle-ci est ravagée et isolée en représailles après le retour au pouvoir de Milton Obote (1966-1971, puis 1980-1985)⁵. Par la suite, la déstabilisation de la région se poursuit par des affrontements entre l'armée ougandaise (Uganda People's Defense Force) et le West-Nile Bank Front, un groupe rebelle resté fidèle à Amin Dada et dirigé par l'ancien ministre de l'Intérieur Juma Oris entre 1988 et 1997⁶. Parallèlement, le sous-développement de la région par rapport au reste de l'Ouganda s'explique aussi par les activités militaires et criminelles de la Lord's Resistance Army fondée par le seigneur de la guerre Joseph Kony en 1987⁷. En dépit de l'arrêt des conflits, le West-Nile demeure une région historiquement meurtrie, politiquement marginalisée, isolée des centres économiques et de la capitale Kampala, ainsi que souffrant d'importantes disparités en matière de développement et d'accès aux services vis-à-vis du reste de l'Ouganda.

Dans ce contexte, Nebbi est le 6^e district le plus pauvre d'Ouganda et fait face à plusieurs difficultés en matière de pauvreté, d'accès aux services de santé, d'opportunité d'emploi et d'éducation, de transports et de communication, ou de politiques de développement. Situé entre la RDC et les rives Nord du lac Albert, il est peuplé d'environ 298 000 habitants dont 90% de ruraux majoritairement issus de la communauté alur. Cette dernière est répartie entre les populations *Jonam* (Pakwach District), *Okoro* (Zombo District) et *Paydere* (Nebbi District)⁸. Les villes de

⁴ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAI, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », Agency For Accelerated Regional Development, Nebbi, 20 juillet 2008, p. 5.

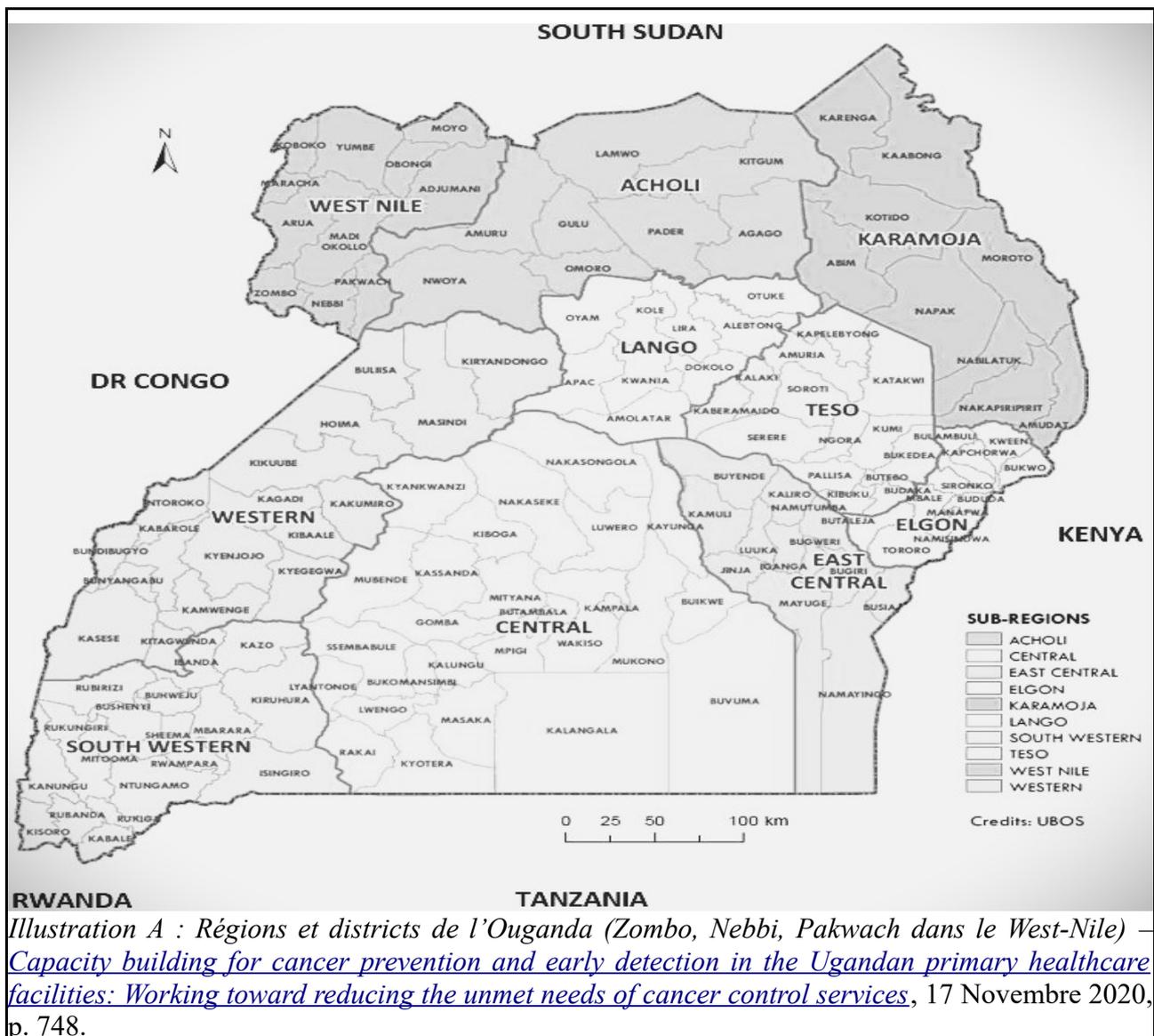
⁵SPENCER MAWBY, *The end of empire in Uganda: decolonization and institutional conflict, 1945-79*, Bloomsbury Academic, Londres, 2020.

⁶RICHARD J. REID, *A History of Modern Uganda*, Cambridge University Press, 2017, pp. 75-83.

⁷Parmi ces activités, le recrutement massif d'enfants soldats, le braconnage, l'esclavage sexuel et d'autres crimes de guerre conduisent plus de 2 millions d'Ougandais à fuir les régions du West-Nile et de l'Acholi entre 1987 et 2012. Cf. MAREIKE SCHOMERUS, *The Lord's Resistance Army: violence and peacemaking in Africa*, Cambridge University Press, 2021.

⁸Avant 2017, les trois districts étaient réunis sous l'administration du district de Nebbi. En réalité, une multitude de districts ont été créés sur la base de revendications ou de considérations ethniques, communautaires ou culturelles entre 2005 et 2020. Par exemple, le district de Yumbe au Nord du West-Nile a été institué afin d'éviter des tensions et rebellions de la part des communautés Aringa. Cf. KRISTOF TITECA, « Les Opec boys en Ouganda, trafiquants de pétrole et acteurs politiques », *Politique africain*, Volume 3 n°103, pp. 143-159, 2006.

Paidha (Zombo) et d'Arua représentent les centres urbains et économiques les plus proches de Nebbi dans une région difficile d'accès, excentrée de la capitale et principalement rurale. De façon similaire au reste du West-Nile, l'agriculture de subsistance constitue l'activité privilégiée des populations rurales à Nebbi en raison d'une très faible exposition aux technologies agraires modernes. En matière de développement, l'action publique du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté s'apparente à un désengagement généralisé avec des autorités locales qui dépendent trop des transferts de fonds de Kampala⁹. La faible réponse des représentants du district¹⁰ vis-à-vis des besoins locaux conduit à une perte de confiance et de participation politique sur le terrain dans une région qui se sent déjà politiquement marginalisée.



⁹ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAI, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », *op. cit.*, pp. 8-10.

¹⁰En l'occurrence, les autorités du district en charge du développement et des politiques de réduction de la pauvreté sont le Nebbi District Local Government et le District Planning Unit.

L'objectif du rapport d'expertise est d'aider à l'identification des causes, des effets et des solutions relatives aux dynamiques de la pauvreté et du développement dans le district de Nebbi. La méthodologie employée repose sur une approche subjective et participative permettant d'interroger les facteurs multi-dimensionnels de la pauvreté à l'échelle individuelle ou collective directement auprès des principaux concernés. Cette approche s'inspire des méthodes explorées par le chercheur Alfred Lakwo qui travaille désormais au sein de l'ONG AFARD (Agency For Accelerated Regional Development) dont les activités se concentrent dans le West Nile, et plus spécialement aux alentours du district de Nebbi. Contrairement aux approches et méthodes quantitatives et techniques jugées trop partielles ou insuffisantes, l'AFARD mesure la pauvreté et récolte des données via une approche participative et inclusive des communautés concernées. L'organisation cherche à réduire la pauvreté en s'attaquant localement aux causes et pas uniquement à ses conséquences en mobilisant l'ensemble des facteurs dans le cadre d'une appréhension strictement multi-dimensionnelle de la pauvreté. Plus précisément, les méthodes employées par l'AFARD cherchent à compléter les standards utilisés par défaut et qui sont jugés trop partiels, pas assez précis ou représentatifs, ainsi que trop généraux et englobants pour rester pertinent ou être exportés et s'adapter à n'importe quel programme de développement, en particulier en Ouganda.

Dans ce contexte, l'intérêt du rapport d'expertise est d'observer la façon dont les méthodes d'analyse et de récolte de données plus subjectives fondées sur la perception et le ressenti personnel des individus constituent une grille d'analyse particulièrement pertinente sur le terrain. En l'occurrence, les approches participatives et qualitatives sont indispensables pour compléter les standards techniques et généralistes des méthodes quantitatives dans le ciblage des bénéficiaires les plus vulnérables. Conséquemment, le rapport d'expertise s'inscrit dans le cadre des travaux et des méthodes d'analyse participatives employées par l'AFARD et le Dr. Alfred Lakwo et repose sur plusieurs entretiens, ainsi que sur une documentation approfondie des enjeux de la pauvreté dans le West-Nile. Les entretiens semi-directifs¹¹ sont réalisés auprès d'hommes et de femmes alurs originaires de Nebbi au travers d'une approche participative et subjective. La récolte de données se fonde sur la valeur accordée aux témoignages, au ressenti et à la parole des principaux concernés sur l'impact de la pauvreté au quotidien et la manière d'y remédier. Cet ensemble constitue une base théorique nécessaire pour établir une série de recommandations indispensables au développement d'un programme de solidarité international et humanitaire dans le district de Nebbi.

Par la suite, la méthodologie du rapport d'expertise s'inscrit également dans les interrogations soulevées par Serge Paugam sur la pertinence de la quantification pour analyser et

¹¹CARL R. ROGERS, « The Nondirective Method as a Technique for Social Research », American Journal of Sociology, Volume 50 n°4, pp. 279-283, 1945.

mesurer la pauvreté. Il décrit cette méthode comme un facteur préalable à la réflexion sur la pauvreté, mais aussi comme une impasse sociologique qui empêche d'étudier le sens de la pauvreté en elle-même¹². Similairement, Amartya Sen utilise le concept de *Pénurie de capacité*¹³ pour amener l'idée que la pauvreté ne se fonde pas uniquement sur une absence de revenu ou de biens matériels, mais aussi sur l'incapacité à développer des réalisations sociales. Autrement dit, l'analyse de la pauvreté autour du revenu et du développement ne suffit pas, il faut interroger les possibilités sociales, économiques et politiques qui permettent à l'individu d'orienter son existence et d'exploiter ses aspirations. De même, l'utilisation de la notion de Résilience pour désigner « la capacité d'un individu ou d'une communauté à se projeter dans l'avenir » peut constituer un élément d'identification pertinent. Dans une logique de ciblage des populations les plus vulnérables, l'objectif est de faire la distinction entre les très pauvres et les moins pauvres.

En réalité, il s'agit d'une critique du concept de *Deprivation* développé par Peter Toward dans son livre *The Concept of Poverty* (1988) qui définit la pauvreté comme la conséquence d'un manque de bien-être matériel et de possibilités de participation sociale. P. Toward identifie plusieurs catégories d'indicateurs pour mesurer ce phénomène : vêtements, chauffage et électricité, alimentation, ménage, logement, conditions de travail, santé, éducation, environnement, activités familiales ou loisirs. La majorité de ces critères correspond de façon assez similaire aux indicateurs de pauvreté en vigueur au sein du ministère des Finances de l'Ouganda depuis 2002¹⁴.

Enfin, une autre piste de réflexion consiste à utiliser la notion d'*Assistance*¹⁵ de Georg Simmel comme outil d'identification des personnes les plus vulnérables. En effet, le degré d'aide et de soutien qu'une personne reçoit publiquement de la collectivité constitue un critère d'identification sociale du pauvre et de son statut particulier dans la société. En somme, dépendre des autres et être assisté sans s'inscrire dans une forme de complémentarité ou de réciprocité sociale représente un marqueur de différenciation qui pourrait permettre d'identifier et de cibler les communautés les plus pauvres.

¹²SERGE PAUGAM, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Presses universitaires de France, Paris, 2013.

¹³AMARTYA SEN, *Repenser l'inégalité*, Points, Paris, 2012.

¹⁴En l'occurrence, le ministère des Finances mentionne également le manque de nourriture, d'abri, de vêtements, ainsi que l'incapacité de payer ses médicaments ou d'accéder aux études et à l'investissement etc. Cf. ALFRED LAKWO, « Poverty Eradication Dilemma: Understanding Poverty Dynamics in Nebbi District, Uganda », *Africa Development*, Volume 33 n°2, 2008, p. 5.

¹⁵Idee que le groupe des pauvres ne reste pas unifié par l'interaction entre ses membres, mais par l'attitude collective que la société comme totalité adopte à son égard. Cf. GEORG SIMMEL, *Les pauvres*, Presses universitaires de France, Paris, 2018.

Problématiques

Les interrogations du rapport reposent sur la réalisation de six entretiens semi-directifs avec des hommes et des femmes appartenant à la communauté alur ou originaires du district de Nebbi. Les données récoltées au travers des différents entretiens constituent le point de départ de l'ensemble des réflexions et des enjeux soulevés dans ce rapport. A ce titre, la première interrogation fondamentale de ce travail de recherche concerne l'étude des méthodes les plus efficaces et pertinentes pour mesurer la pauvreté, au sens d'identifier et cibler les personnes les plus vulnérables et marginalisées parmi la population alur dans le district de Nebbi. D'autre part, il s'agit de se demander de quelle manière les différentes méthodes d'analyse quantitatives et qualitatives doivent interagir pour réduire de façon structurelle la pauvreté et permettre le développement à Nebbi sans augmenter les inégalités et créer des frustrations entre les différentes communautés alurs. Enfin, il convient d'explorer, au travers des entretiens et de la documentation de terrain, comment les méthodes participatives et subjectives permettent de compléter et de répondre efficacement aux généralités induites par les approches techniques et quantitatives, ainsi qu'aux limites théoriques des notions de *Pénurie de capacité*, d'*Assistance* et de *Deprivation* dans le contexte de Nebbi.

En ce qui concerne Amartya Sen, il convient d'approfondir la différence entre une pauvreté qui se limite à une *Pénurie de capacité* (incapacité de l'individu à se réaliser socialement) et une absence de *Résilience* (capacité à se projeter dans l'avenir). Cette interrogation se rapporte à plusieurs thématiques relatives aux dynamiques d'une « pauvreté en mouvement » (amélioration, stagnation, détérioration...) dans le cadre des différences entre une pauvreté structurelle héritée et un processus global de paupérisation.

Enfin, le rapport cherche à questionner la pertinence des politiques d'assistance comme outil d'identification des communautés les plus vulnérables dans le contexte socio-économique de l'Ouganda. D'une part, 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté à 1\$/jour (60% dans le West-Nile) ce qui implique de faire la distinction entre la *Misère* comme situation de pauvreté généralisée à l'ensemble d'un pays ou d'une région, et l'*Indigence* comme pauvreté qui s'applique à des individus qu'on peut nettement distinguer du reste de la population¹⁶. D'autre part, la mise en place des politiques de solidarité dans le district de Nebbi est monopolisée par les ONG locales et les Community Based Organizations (46% à Nebbi) en raison d'un désengagement prononcé de

¹⁶Il s'agit d'un paradoxe formulé par Alexis De Tocqueville dans *Mémoire sur le paupérisme* (1835) à partir d'une perspective comparée entre l'Angleterre et le Portugal. Cette analyse se fonde sur l'idée que les pays riches ou développés comptent peu de misère mais beaucoup d'indigents qui se distingue du reste de la population par leur extrême pauvreté. A l'inverse, les pays les plus pauvres comportent peu d'individus dont la condition sociale se différencie clairement des autres dans la société en raison d'un manque global de développement à l'échelle nationale et régionale.

l'État dans le West-Nile. Par conséquent, il convient de confronter la pertinence des méthodes d'assistance comme indicateur d'identification des pauvres avec le rôle des CBOs et des ONG locales comme mécanisme de désignation des communautés les plus dépendantes dans la région.

Dans un premier temps, le rapport s'attache à l'identification des enjeux structurels du développement et de la pauvreté à Nebbi à partir de critères socio-économiques quantifiables permettant de mesurer de façon concrète les inégalités dans la région. Par la suite, il convient d'étudier le ressenti subjectif des populations alurs pour comprendre les conséquences de la pauvreté dans la matérialisation concrète et quotidienne d'un sentiment de marginalisation des communautés les plus vulnérables dans le district de Nebbi. Enfin, la dernière étape de l'analyse concerne la manière dont la dépendance aux CBOs et aux ONG locales témoigne d'un désengagement des autorités publiques dans les processus du développement du Nord-Ouest de l'Ouganda. De plus, il s'agit également d'observer les interactions entre les acteurs publics et privés de l'aide au développement dans la réduction de la pauvreté à l'échelle du district de Nebbi et de ses alentours.

Chapitre I. Les enjeux structurels et quantifiables de la pauvreté à Nebbi

1.1 Les dynamiques du développement

L'analyse des dynamiques du développement dans le West-Nile indique deux éléments essentiels pour comprendre la manière dont la pauvreté s'organise essentiellement de manière structurelle à Nebbi. Le premier élément concerne le caractère éminemment fatal et hérité de la pauvreté à l'échelle du district, que ce soit en ville ou à la campagne. En d'autres termes, il n'y a pas de phénomène global de paupérisation au sein d'une population de classe moyenne ayant un certain niveau de revenu. En réalité, les situations de pauvreté et de subsistance sont la norme dans un contexte où la misère reste généralisée à l'échelle régionale et se transmet de génération en génération. Les gens ne deviennent pas pauvres, ils le sont depuis leur naissance à cause du contexte socio-économique et du manque d'opportunités dans leur quotidien. Le second élément concerne les évolutions instables et imprévisibles de la pauvreté et des processus de développement à Nebbi mais aussi à l'échelle du West-Nile. La tendance générale indique une forme de stagnation et parfois de régression dans les résultats des politiques entreprises pour lutter contre la pauvreté.

Par exemple, l'entretien réalisé le 2 avril 2025 auprès d'une jeune étudiante ougandaise en architecture nommée Precious permet d'avoir un aperçu des évolutions de la pauvreté à Nebbi à court et moyen terme. Actuellement, elle réalise un Bachelor en planification urbaine régionale (Urban Regional Planning) à l'Université nationale de Makerere située à Kampala, et elle ambitionne de retourner à Nebbi pour travailler dans l'urbanisme auprès de la municipalité après ses études. En tant qu'urbaniste en devenir, elle considère que l'entretien des bâtiments et des infrastructures publiques représentent des indicateurs corrects pour observer l'évolution des insuffisances structurelles de la ville en matière de développement. Par exemple, cela fait des années qu'elle constate la détérioration du paysage urbain lorsqu'elle revient auprès de sa famille à Nebbi pour les vacances. Selon elle rien a changé car la ville de Nebbi est en constante stagnation en raison d'une absence de politiques de rénovation et d'amélioration des infrastructures de manière générale. Pire encore, certains bâtiments se dégradent d'année en année sans qu'aucune initiative publique ne soit prise pour remédier à la situation. Par ailleurs, elle mentionne que l'état et les conditions autour des habitations constituent également un indicateur intéressant pour constater l'amélioration ou non de la lutte contre la pauvreté. Par exemple, l'état de la cour et l'entretien général de la propriété, le nombre de pièces ou de chambres, mais aussi la manière dont les enfants sont habillés lorsqu'on les observe à l'extérieur de la maison¹⁷.

¹⁷Precious : « When you get to someone home, you can easily observe that by the way the compound looks like by thus, the way the house looks like and the rooms the house has and by the way the children are dressed and how they are

En comparaison, on observe un développement urbain et économique nettement plus important dans la ville d'Arua au travers d'une multitude de constructions et de travaux publics qui témoignent de la centralité de la zone dans les opportunités économiques et commerciales du West-Nile. En revanche, le retard de la ville de Nebbi en matière de développement urbain et d'infrastructures publiques s'explique par plusieurs facteurs structurels interdépendants. L'incapacité d'accéder à une source d'énergie durable et bon marché nuit grandement aux capacités productives et au développement de l'industrie artisanale dans la ville. La situation est aggravée par la condition des routes et des réseaux de communication qui impactent durablement les connexions commerciales et les opportunités de financement et d'investissement à l'échelle du district. Enfin, il s'agit d'un manque à gagner considérable dans la production de richesse globale par habitant qui freine le montant et les ressources disponibles pour les autorités locales dans la perception des taxes et de l'imposition. Cela conduit la collectivité publique à réduire les dépenses et les financements dans les projets de construction ou de rénovation des infrastructures (routes, câbles électriques, zone de commerce, rénovation de bâtiments, construction d'écoles ou de centres sanitaires...)¹⁸.

Les thématiques relatives au mauvais état des routes et des réseaux de transport ou de communication apparaissent régulièrement dans les entretiens menés avec les personnes qui habitent le district. Dans l'entretien du 5 février 2025, un jeune conducteur de boda-boda¹⁹ originaire de Pakwach soulignait le mauvais état des routes comme contrainte dans son métier. Les graviers, la poussière, les bosses ou les nids de poules endommagent le véhicule, causent des accidents réguliers sur les routes, rendent difficile les longs trajets (en particulier en zone montagneuse) et nuisent aux performances générales du conducteur et sa capacité à gagner de l'argent. Similairement, Pamela, une jeune infirmière travaillant pour l'organisation humanitaire médicale EMOTER à Nebbi mentionnait l'importance d'investir dans les routes et les réseaux de communication ou de transport pour désenclaver les territoires du district et renforcer les opportunités économiques. Selon elle, le mauvais entretien des routes paralyse le développement de certaines zones et empêche la prospérité économique. Par exemple, les Alurs de la communauté *Okoro* qui vivent dans le district de Zombo produisent d'importantes quantités de nourriture mais ils peinent à vendre leurs produits en raison d'un manque de connexions routières aux autres districts. Par ailleurs, elle observe des disparités entre les communautés alurs dans l'entretien des routes car en théorie les *Jonam* du district de Pakwach auraient globalement de meilleures routes qu'à Nebbi et

looking ».

¹⁸National Development Plan - Nebbi District Local Government Development Plan For 2015/2016 – 2019/2020, pp. 96-97, 2015.

¹⁹Nom donné aux motocycles ougandaises et par extension aux conducteurs deux-roues qui vivent du transport de personnes ou de marchandises contre de l'argent.

Paidha.

Par la suite, la pauvreté structurelle à Nebbi repose également sur d'autres aspects. Le producteur et commerçant de légumes Francis révèle dans son entretien du 9 février 2025 que c'est avant tout le climat et en particulier la dépendance à la pluie qui constitue le principal facteur de pauvreté dans le West-Nile. Même si selon lui les *Okoro* n'ont pas ce problème à Paidha, il considère que l'instabilité climatique représente le principal enjeu susceptible d'impacter durablement la vie des communautés. En effet, 90% de la population du district de Nebbi repose de près ou de loin sur les activités agricoles de subsistance pour obtenir leur revenu²⁰. Il affirme que la pauvreté dans la région s'explique par une surpopulation, ainsi qu'un manque de plantes et de pluies régulières pour les récoltes qui affecte son business et conduit à la perte de ses produits. L'accroissement des récoltes et de la nourriture permet d'attirer les investisseurs et d'accroître les opportunités de commerce, mais surtout cela évite de se déplacer en dehors de Nebbi pour se procurer des légumes à vendre. En effet, Francis est souvent en déplacement à Kampala, à Jinja près du lac Victoria ou dans d'autres districts²¹ pour se procurer des produits à vendre lorsque les récoltes sont insuffisantes à Nebbi en raison des saisons sèches. En l'occurrence, les pluies tombent essentiellement durant deux grandes saisons dans l'année. Les précipitations les plus fiables concernent la période entre juillet et octobre et les plus imprévisibles aux alentours de fin mars jusqu'à mai. Les périodes de sécheresse concernent les mois entre décembre et début mars, puis entre juin et juillet. Dans ce contexte, la dépendance aux pluies et la nécessité régulière de voyager pour se procurer des produits illustrent la manière dont l'imprévisibilité climatique et l'état des routes constituent des facteurs structurels de la pauvreté dans la région. De plus, il convient d'ajouter que les routes sont d'autant plus endommagées lors des saisons des pluies en raison des précipitations ou de la boue par exemple.

Par ailleurs, le manque d'accès à l'éducation représente aussi un facteur considérable d'appauvrissement structurel à Nebbi et dans les régions alentours. Par exemple, Pamela considère que les frais de scolarité et la difficulté d'accéder aux bourses d'étude constituent les facteurs qui expliquent les disparités dans l'éducation, mais aussi le faible niveau de formation et de qualification à l'origine de nombreuses inégalités dans le district de Nebbi. Un témoignage similaire apparaît dans l'entretien de Precious qui mentionne le manque de tentatives pour encourager les

²⁰WILLIAM GILBERT, « Integrating the intangible traditional forms of farming knowledge and practices of the Alur people of North-Western Uganda into the IP laws of Uganda », IOP Conference Series: Earth and Environmental Science, Volume 482 n°1, 2020.

²¹Il se déplace aussi régulièrement aux alentours de Bunyoro, une région sur les rives du lac Albert, pour se procurer des produits agricoles en plus grande quantité qu'à Nebbi.

enfants et les familles à étudier, mais aussi l'incapacité d'obtenir des bourses si on n'a pas d'excellents résultats scolaires comme elle. Néanmoins, elle insiste également sur l'idée d'un manque d'ambitions parmi la population de Nebbi qui préférerait abandonner l'école et les études pour se consacrer à des activités de subsistance. Selon elle, les *Jonam* qui vivent à Pakwach sont plus entreprenants que les *Paydere* de Nebbi car ils ne se contentent pas juste « d'avoir de quoi nourrir leur famille »²² mais se montrent plus attentifs aux opportunités commerciales et de business. En réalité, il convient de préciser que les structures d'éducation à Nebbi souffrent d'un manque de personnel et de professeurs avec des classes surchargées dans un contexte généralisé de décrochage scolaire avec un total de 253 écoles primaires et pour seulement 35 écoles secondaires. Le taux d'alphabétisation ne dépasse pas les 61% à Nebbi ce qui s'explique par l'abandon de l'école primaire par près de 60% des garçons et 78% des filles avec en moyenne 133 élèves par classe en 2008²³. Dans une moindre mesure, la question de l'intégration scolaire des enfants nés en situation de conflit dans le cadre de violences sexuelles ou de mariages forcés constitue aussi un indicateur des conséquences de l'instabilité régionale sur la prise en charge éducative dans le West-Nile. Par exemple, l'établissement Alur Primary School (APS) cherche à intégrer 181 enfants affectés par les conséquences des exactions commises par la Lord's Resistance Army à travers l'adaptation de programmes spécifiques²⁴. Cette situation témoigne des efforts supplémentaires allégués à l'éducation pour répondre aux conséquences psychologiques et sociales des conflits ayant déstabilisés le West-Nile.

Enfin, l'insuffisance des services de santé et le manque d'accès aux infrastructures et dispositifs sanitaires de manière générale font parties des indicateurs ayant le plus d'impact sur la pauvreté des communautés alurs dans le district de Nebbi, mais également dans le West-Nile. En théorie, tous les gouvernements locaux devraient avoir une installation de santé dans un rayon de 5km pour couvrir efficacement les besoins du district. En pratique, un nombre important de ruraux vivent en dehors des 5km indispensables pour obtenir des soins, en particulier dans les zones reculées et difficilement accessibles en raison du mauvais entretien des routes. En moyenne, on compte un docteur pour 27 000 habitants pour les districts de Nebbi, Yumbe et Koboko dans des zones impactées par la malaria/paludisme²⁵ et par l'inaccessibilité à des conditions d'hygiène suffisantes. A Nebbi, seulement 65% de la population avait accès à une eau saine dépourvue de bactéries mortelles et l'espérance de vie ne dépassait pas les 40 ans en 2008 (taux le plus faible du

²² Precious : « They just want small businesses that put food on the table ».

²³ ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAI, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », *op. cit.*, p. 39.

²⁴ BONIFACE OJOK, « “Every Child Is Special...” : Perspectives on the Integration of Children Born of War and Their War-Affected Peers at a Local School in Northern Uganda », *Frontiers in political science*, 2022, p. 1.

²⁵ Les maladies transmises par les moustiques constituent la première cause de mortalité avec 68% des personnes qui meurent du paludisme à Nebbi (taux le plus élevé du West-Nile). Cf. *Ibid.*, p.40.

West-Nile). Par ailleurs, les problématiques autour du faible taux d'immunisation des enfants sur l'ensemble du territoire ougandais posent de sérieuses préoccupations sur la santé de la population de manière générale²⁶. De plus, les services de santé et prestations médicales fournis par l'Etat sont essentiellement payant et dissuadent les personnes les plus vulnérables d'y recourir même lorsque ceux-ci s'avèrent disponibles. D'autre part, les maladies comme le SIDA et le VIH sont vecteurs de mortalité mais surtout d'exclusion sociale des personnes infectées dans un contexte d'augmentation des infections qui passent de 2,3% à 4,9% rien qu'à Arua entre 2005 et 2011²⁷. Par exemple, les femmes contaminées par le virus sont parfois accusées de tuer indirectement les enfants mis au monde. Elles peuvent également être considérées comme des femmes sans valeur car elles sont soupçonnées de bientôt mourir, mais aussi comme un fardeau financier pour la famille. Dans le cadre de son travail en tant qu'infirmière humanitaire, Pamela constate que l'exclusion sociale et familiale affecte les opportunités et la capacité de subsistance de nombreuses personnes. En l'occurrence, le VIH et le SIDA conduisent souvent la famille à s'écarter des malades et à les éviter plutôt qu'à les aider ou les accompagner ce qui accentue une forme de pauvreté indirecte ou en devenir²⁸.

1.2 Les inégalités identifiables et quantifiables

Il existe plusieurs indicateurs matériels et financiers quantifiables susceptibles de renseigner sur la répartition inégale des richesses et les difficultés en matière d'opportunités de développement dans le district de Nebbi. A ce titre, l'analyse approfondie des ressources environnementales et naturelles dans le Nord-Ouest de l'Ouganda permet de mesurer le potentiel économique et industriel du West-Nile comme facteur de création de richesse et de lutte contre la pauvreté. En effet, les ressources naturelles constituent la principale source de revenu et de subsistance économique des communautés alurs, rurales comme urbaines. Premièrement, il y a ce qu'on appelle les ressources atmosphériques qui jouent un rôle considérable dans le maintien d'activités de subsistance agricoles ou énergétiques²⁹ (pluie, vent, ensoleillement...). Outre l'importance des pluies dans la production agricole et la génération d'un revenu, les ressources atmosphériques affectent également la sécurité alimentaire et la prolifération ou non des maladies en fonction des saisons (choléra ou méningite par

²⁶OLIVER OMBEVA MALANDE, DEGRATIAS MANUBE, « Barriers to effective uptake and provision of immunization in a rural district in Uganda », PloS one, Volume 14 n°2, 2019, pp. 9-10.

²⁷NICOLE C. KELLETT, KATHERINE GNAUCK, « AIDS, Stigma, Marriage, and Economic Empowerment: Exploring Intersections of Women's Marginalization in West Nile Uganda », Human Organization, Volume 76 n°4, 2017, pp. 4-5.

²⁸PAUL BUKULUKI, RONARD MUKUYE, RONALD LUWANGULA, *Cultural Dimensions of HIV/AIDS and Gender-Based Violence: A Case of Alur and Tieng Adhola Cultural Institutions in Uganda*, University of Calgary Press, Alberta, 2021.

²⁹Dans un grand nombre de villages, les petits panneaux solaires déployés devant la parcelle de terrain des huttes ougandaises représentent l'unique source d'énergie et de production d'électricité pour le foyer.

exemple). Les populations *Paydere* de Nebbi profitent aussi d'importantes zones humides capables d'offrir des avantages en matière de production agricole, de récolte de papyrus, de roseaux, d'herbes ou d'aliments. L'utilisation d'environ 25% des zones humides par les populations riveraines contribue à l'approvisionnement et la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la pérennisation des moyens de subsistance.

En ce qui concerne les Alurs qui vivent à proximité du district de Pakwach, les ressources halieutiques et d'eau douce représentent aussi une source non négligeable de revenus. L'exploitation d'une trentaine d'espèces de poissons entre le lac Albert et le fleuve du Nil Blanc offre des opportunités d'investissement dans l'industrie de la pêche ainsi que des débouchés commerciaux de revente sur l'ensemble des districts de Nebbi, Zombo et Pakwach. A cela s'ajoute les possibilités d'exploitation et de commerce liées aux ressources d'eau douce de nombreuses rivières ou ruisseaux répartis essentiellement entre Zombo et Nebbi. Cependant, il arrive que l'exploitation des rivières et cours d'eau soit gênée par la pollution ou la contamination en raison de mauvaises pratiques sanitaires ou d'insuffisances liées à la gestion des déchets organiques³⁰. De façon générale, la biodiversité aquatique permet la subsistance d'un grand nombre de foyers par la création d'un revenu plus ou moins stable et régulier, ainsi que par l'émergence d'activités d'échanges et de commerces. De plus, les rivières et les chutes d'eau constituent des opportunités en matière de production énergétique hydroélectrique destinée à l'alimentation de réseaux isolés pour l'industrie et l'artisanat. Néanmoins, l'extension des dispositifs d'exploitation électrique et la construction de centrales se limitent aux points d'eau à proximité du district de Pakwach et ne concernent pas suffisamment celui de Nebbi. Globalement, on observe une inégale répartition des opportunités de développement énergétique entre les deux districts en raison d'un potentiel différent en matière de ressources atmosphériques et thermiques. A titre d'illustration, les projets de production d'énergie photovoltaïque et hydraulique sont plus nombreux à Pakwach en raison de saison ensoleillée plus longue qu'à Nebbi, mais aussi grâce à sa proximité avec le Nil Blanc et le lac Albert.

Cependant, ce sont les petits panneaux solaires déployés devant la parcelle de terrain des huttes ougandaises qui représentent le plus souvent l'unique source d'énergie et de production d'électricité pour le foyer, notamment dans les villages et les zones rurales. A vrai dire, l'énergie photovoltaïque est devenue progressivement accessible et indispensable dans certaines zones coupées des réseaux électriques. En l'occurrence, des solutions solaires de petite taille telles que des lanternes ou des systèmes d'éclairage domestique ont permis aux ménages ruraux de bénéficier

³⁰Dans cette optique, la construction de latrines permet de réduire la contamination de certains cours d'eau ou zones d'approvisionnement aquatiques dans certains villages.

d'une source d'énergie renouvelable et plus abordable³¹.

Ensuite, le district de Nebbi bénéficie d'importantes réserves de minerais tels que la diatomite utilisée comme matière absorbante dans l'industrie, ainsi qu'un ensemble de ressources géologiques employées dans le secteur de la construction (argile, sable...). Parmi les ressources souterraines de la région, les exploitations pétrolières et gazières dans les bassins du Nil et du lac Albert sont aussi vecteurs de création d'emplois et d'opportunités économiques de développement. En l'occurrence, les derniers plans de développement fournis par le gouvernement ougandais mentionnent les alentours de la ville de Pakwach et de Panyimur (embouchure du Nil Blanc et du lac Albert) comme zones à fort potentiel d'exploration en ressources souterraines³². Par ailleurs, des objectifs adressés au public et aux communautés en matière de sensibilisation aux débouchés et opportunités économiques liées à l'industrie pétrolière figure dans ce même rapport. Exemplairement, un jeune étudiant du nom d'Yvan confie dans son entretien réalisé le 18 décembre 2024 que le secteur pétrolier est une alternative économique majeure pour s'extraire de la pauvreté de manière générale. Plus précisément, il suit un programme d'études et de formation auprès de l'Uganda Petroleum Institute pour travailler comme ingénieur dans la raffinerie pétrolière. Pour lui, il s'agit d'une circonstance d'émancipation considérable compte tenu des faibles activités et opportunités de travail généralement répandues dans la région.

Cependant, il faut préciser que la possibilité de suivre des études et de se qualifier dans le secteur pétrolier n'est pas accessible à tout le monde. D'une part, Yvan profite du programme jeunesse de la MasterCard Foundation pour payer ses frais de scolarité. Il s'agit d'un support pour donner aux jeunes des opportunités de se former et d'acquérir des compétences professionnelles grâce à des aides financières spécifiques. Mais en réalité, il précise que ces programmes d'aides ne sont pas disponibles pour tout le monde et que la plupart des Ougandais ne peuvent pas forcément en bénéficier. D'autre part et en dépit du paiement des frais de scolarité, Yvan doit tout de même travailler à côté de ses études pour compléter ses revenus et habiter à Kampala pour sa formation. Dans son cas, il cherche à économiser de l'argent au travers de petites activités telles que la vente de chapati ou de Rollex³³ (« Rolled eggs »), ainsi que le commerce de cartes de données mobiles. Selon lui, l'ensemble de ces activités permet de réunir une somme d'environ 10 000 shillings ougandais par jour, soit aux alentours de 2,20\$, pour vivre convenablement (eau, abri, nourriture) sur la capitale. De manière très similaire, Precious bénéficie de bourses universitaires octroyées par le gouvernement pour mener ses études de planification urbaine à Kampala en raison de ses bonnes

³¹National Development Plan, *op. cit.*, p. 25.

³²*Id.*

³³Alimentation emblématique de l'Ouganda très consommée dans les zones urbaines et dans l'ensemble du pays.

performances scolaires à Nebbi. Ces aides concernent le paiement des frais de scolarité mais également une somme nécessaire à la location d'un logement dans la capitale. Pourtant, les aides ne suffisent pas et elle doit travailler dans la couture pour constituer un petit revenu nécessaire au financement de sa vie sur le campus. Malgré sa capacité à générer aux alentours des 20 000 shillings ougandais, soit environ 5.46\$ par mois, elle ne parvient pas à se nourrir correctement et doit régulièrement emprunter des aliments à ses amis ou à son entourage. Ces exemples illustrent la manière dont même les étudiants qui bénéficient d'aides ou d'une assistance dans le financement de leur scolarité ne peuvent pas correctement subvenir à leurs besoins dans la capitale. Les témoignages permettent d'obtenir des données sur le coût de la vie et les disparités en matière d'opportunités éducatives ou professionnelles qui doivent être mises en comparaison avec les standards internationaux soulevés par la documentation de la Banque mondiale.

En effet, depuis 1985, le seuil de pauvreté des pays à faibles revenus est mesuré par la Banque mondiale à partir d'une norme de 1\$/jour ajustée localement en fonction des parités de pouvoir d'achat (PPA). Néanmoins, la méthodologie quantitative de mesure des faibles revenus portée par la Banque mondiale se dirige vers un seuil de 2,15\$/jour à partir de 2022 pour correspondre à l'évolution des standards internationaux en matière de désignation du taux de pauvreté. A la suite de ces derniers ajustements, on constate que le pourcentage de la population vivant avec moins de 2,15\$/jour en Ouganda était de 66% en 2002, puis 45,9% en 2009, et enfin 42,1% en 2019³⁴. Par conséquent, l'ajustement des données techniques et quantitatives fournies par la Banque mondiale s'adapte aux réalités en matière de coût de la vie dans la capitale ougandaise et correspond aux témoignages des personnes qui habitent ou étudient Kampala. Par ailleurs, les derniers rapports de la Banque mondiale démontrent une prise de conscience dans l'importance d'actualiser la fréquence et la qualité des enquêtes auprès des ménages pour améliorer l'efficacité et la pertinence des données récoltées dans les pays à faibles revenus. En effet, la disponibilité et la précision des données dans la mesure et le suivi de la pauvreté sont des enjeux primordiaux pour limiter l'incertitude dans les politiques de réduction de la pauvreté.

Toutefois, l'amélioration de la précision dans la récolte des données et l'ajustement des standards techniques internationaux demeurent insuffisants pour déterminer un seuil de pauvreté qui ne soit pas arbitraire. Dans les faits, la moindre modification dans les données prises en compte est susceptible de bouleverser considérablement l'enquête et la récolte d'informations. Pour l'année

³⁴World Bank, « [Poverty headcount ratio at \\$2.15 a day \(2017 PPP\) \(% of population\)](#) » – Poverty and Inequality Platform.

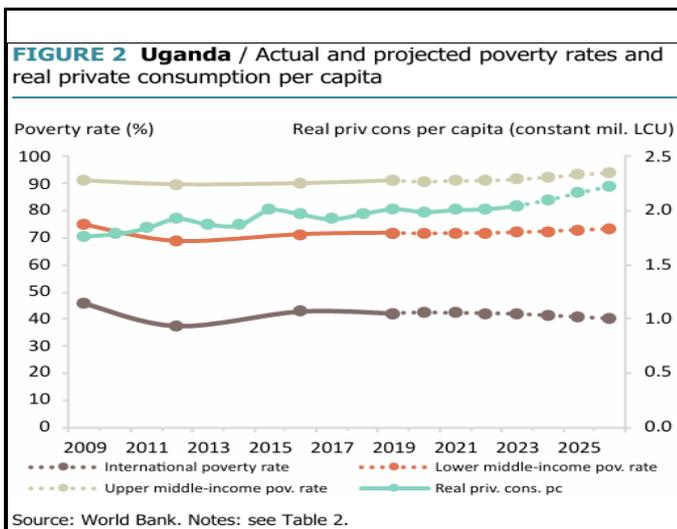


Illustration B : Statistiques des seuils de pauvreté dans le monde – World Bank, Poverty & Equity and Macroeconomics, Trade & Investment Global Practices. Emissions data sourced from CAIT and OECD, 3 avril 2024.

2001 en France, S. Paugam illustre cette situation en comparant un taux de pauvreté de 6% pour un seuil fixé à 50% du revenu médian (600€/mois), et un taux à 12,4% de pauvreté pour un seuil à 60% (720€/mois). Autrement dit, l'augmentation de seulement 10% dans le choix du revenu médian à prendre compte comme valeur pour définir le seuil de pauvreté peut faire doubler le nombre de pauvres en France³⁵. Par conséquent, les seuils de 2,15\$/jour (7 890UGX/jour) fixés par la Banque mondiale pour définir le seuil de pauvreté en Ouganda s'approchent du

quotidien vécu à Kampala, mais ils ne reflètent aucunement les standards de vie et la complexité des réalités dans les zones les plus marginalisées du pays. Pour se rendre compte des disparités provoquées par le caractère arbitraire des approches quantitatives, il suffit d'observer le taux de pauvreté calculé en Ouganda lorsque le seuil repose sur les standards des pays à revenus moyens-inférieurs (3,65\$/jour) et moyens-supérieurs (6,85\$/jour). Dans ce cadre, l'Ouganda voit respectivement 71,8% ou 91,1% de sa population passer sous le seuil de pauvreté contre 42,1% (2,15\$/jour), et précédemment 30% (1\$/jour) avant 2022. Les variations considérables du taux de pauvreté en fonction du seuil fixé au préalable témoignent du caractère artificiel des standards techniques et quantitatifs proposés par la Banque mondiale. L'ajustement à 2,15\$/jour représente une amélioration par rapport à l'ancien seuil de pauvreté internationale (1\$/jour), mais il accuse encore d'un certain nombre de limites lorsqu'il cherche à s'appliquer aux contextes et réalités des échelles locales ou régionales en Ouganda.

En réalité, la fixation d'un seuil technique de 2,15\$/jour à partir duquel un individu est désigné comme pauvre ne correspond pas aux ressentis des individus, y compris de ceux qui se trouvent largement au-dessus en termes de revenus. Par exemple, le chauffeur de boda-boda Edwin se considère comme pauvre bien que son travail lui rapporte un revenu journalier entre 16 114 et 36 114 shillings (4,39\$ - 9,84\$/jour), ce qui représente parfois le triple du seuil de pauvreté. Par ailleurs, son revenu pourrait encore être significativement supérieur s'il ne devait pas déboursier aux alentours de 100 000UGX (27,25\$) par semaine pour payer le crédit de sa moto. Cela sans compter les 8 000 shillings (2,18\$) dépensés dans l'essence chaque jour ou les frais d'entretien à hauteur de

³⁵SERGE PAUGAM, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, op. cit., p. 6.

50 000 shillings (13,63\$) par mois. Autrement dit, l'activité très répandue de conducteur de moto en Ouganda permet à un certain nombre de personnes de dépasser le seuil des 2,15\$/jour par leurs revenus sans pour autant les extraire de la pauvreté.

De façon similaire, les tentatives de ciblage des bénéficiaires par l'analyse *HEA*³⁶ (Household Economy Approach) ne permettent pas de comprendre efficacement les conditions d'existence réelles des populations. La catégorisation des ménages ou foyers par tranches de revenus constitue un outil d'analyse pour mesurer des tendances générales et retranscrire une situation globale à l'échelle d'une zone. Néanmoins, aucun programme de développement visant à adresser des solutions d'ordre structurel sur les enjeux de la pauvreté ne peut reposer sur une désignation des pauvres aussi arbitraire. En effet, la manière de fixer les normes et les standards techniques chargés de distinguer entre les pauvres et les très pauvres pourrait alimenter des sentiments d'injustice et de frustration au sein d'une communauté. En conclusion, la pauvreté s'illustre au travers de critères et de ressorts plus subjectifs et pas nécessairement mesurables par des standards quantitatifs et techniques, quelle que soit la portée de leurs ajustements ou leurs prises en compte des variables.

³⁶Cadre d'analyse annuel qui cherche à définir et mesurer la répartition du niveau de pauvreté au sein d'une population à travers l'étude de ses moyens d'existence au sens large (nourriture, géographie, accès aux marchés, pluviosité...). Le plus souvent, ces analyses débouchent sur une répartition du niveau de pauvreté entre 4 groupes ou classes sociales : Nantis, Moyens, Pauvres, Très Pauvres.

Chapitre II. Mesurer les conséquences d'une pauvreté et d'une marginalisation subjectives

2.1 La pauvreté comme sensation et état d'esprit

L'approche subjective se fonde sur l'idée qu'un chiffre, aussi précis et conséquent soit-il, ne pourra jamais représenter et décrire avec pertinence et efficacité une sensation qui s'appuie sur des affects, des sensibilités, des ressentis ou des conditions de vie propres à chaque individu. Plus encore, un chiffre ou un seuil de pauvreté ne peuvent pas mesurer de manière structurelle un sentiment d'exclusion politique ou de marginalisation socio-économique qui trouve ses racines dans un vécu ou une histoire non-quantifiable. De même, les standards techniques englobants sont inadéquats pour définir, selon chaque contexte, la portée de notions telles que l'opportunité, la *Résilience*, la vulnérabilité ou encore l'ambition et la réussite. Enfin, les méthodes d'analyse quantitatives ne suffisent pas pour retranscrire le rôle des croyances, d'un état d'esprit ou d'un système de valeurs inhérents à la sensation de pauvreté au quotidien.

Pour reprendre l'exemple du conducteur de moto Edwin, ce dernier profite de l'entretien pour préciser plusieurs indicateurs de la pauvreté selon lui. De façon concrète, il souligne notamment la capacité à s'installer temporairement dans la capitale pour gagner davantage d'argent au travers de petites activités de finance, de service ou de commerce. Typiquement, les services de chauffeur ou de transport à moto sont plus concurrentiels à Kampala qu'en province, mais le nombre de clients et la possibilité de faire du profit restent largement supérieurs aux opportunités de revenus des autres conducteurs de boda. En ce qui le concerne, il ne se considère pas comme extrêmement pauvre, c'est-à-dire au sens d'indigent, mais souffre tout de même d'un manque de sécurité ou de stabilité dans d'autres domaines. Les conditions de travail d'un conducteur de moto sont précaires et il ne dispose pas de salaire fixe. En effet, le revenu d'un boda-boda reste irrégulier et dépend essentiellement de la capacité à prendre un maximum de clients. En l'occurrence, la condition météo (pluie, tempête, vent et poussière) ou l'état sur la route (embouteillage, boue...) impactent le nombre d'heures effectuées par le chauffeur et son gain net. De même, la concurrence dans les grandes villes et la capacité à se démarquer, être le plus rapide, prendre des risques³⁷ ou inspirer la confiance aux clients (immatriculation, casque, rétroviseurs, lumières...) constituent un facteur de stress et de coûts supplémentaires qui accentuent aussi la précarité des chauffeurs. En somme, les conducteurs

³⁷ En théorie, il n'est autorisé de transporter qu'un seul passager à la fois en Ouganda. Dans les faits, les chauffeurs sont contraints de prendre le plus souvent deux à trois passagers pour augmenter leurs revenus ce qui conduit parfois à des verbalisations onéreuses par la police en centre-ville. De même, il n'est pas rare que des chauffeurs de moto ne respectent pas le peu de règles qui existent sur la route afin de maximiser le nombre de courses effectuées.

comme Edwin peuvent parfois gagner un revenu largement supérieur au seuil de pauvreté, mais celui-ci demeure incertain et dépend de la productivité des chauffeurs, dont certains peuvent travailler de 6h du matin jusqu'à 22h ou dormir dans la rue. Selon lui, ces conditions difficiles sont encore plus importantes en province et dans le district de Nebbi ou de Pakwach en raison d'un manque de clients ou de routes en plus mauvais état qui impactent la faisabilité des courses envisageables. En dépit des apparences, les revenus supérieurs des chauffeurs de boda sont loin de leur conférer un statut privilégié et avantageux pour autant.

Malgré tout, la description concrète des conditions de travail d'un chauffeur de moto n'empêche pas Edwin de se rapporter à des éléments plus basiques et conventionnels lorsqu'il s'agit de définir la pauvreté. En effet, il ajoute que selon lui être pauvre ça peut aussi être le fait de ne pas pouvoir s'acheter des vêtements ou ne pas posséder environ 1 000 000 de shillings ougandais (272,40\$) en économie individuelle. En réalité, l'aspect très arbitraire de cette somme se rapporte à la nécessité concrète de disposer d'un montant de départ pour vivre sur la capitale, mais surtout pour investir dans une activité de subsistance. Dans un registre similaire, Precious affirme être également pauvre parce qu'en dépit de ses bourses scolaires et de ses études elle est incapable de mettre de l'argent de côté. L'épargne ou la capacité à économiser et thésauriser de l'argent semble être un facteur non négligeable dans la perception de la pauvreté en Ouganda. Au fil des différents entretiens, les principaux concernés font régulièrement la mention du terme « savings » pour désigner la somme mise de côté pour participer au financement des éléments susceptibles de diminuer la sensation de pauvreté. Il peut s'agir d'achats du quotidien ou de nécessités de base, mais aussi d'investissements dans une activité considérée comme indispensable à la génération d'un revenu régulier, ou encore pour payer des frais de scolarité ou des formations professionnelles.

De plus, la question du langage reste très importante dans la manière de qualifier et désigner la pauvreté en fonction d'où on vient et à quelle communauté on appartient. En Ouganda, la langue anglaise suffit généralement pour comprendre l'ensemble des thématiques relatives à la misère et au manque d'opportunités. A titre d'illustration, Yvan affirme que le terme « Broke » (cassé) est le plus utilisé pour désigner quelqu'un qui n'a pas assez d'argent, qui peine à satisfaire ses besoins ou qui n'est pas résilient en raison d'un manque de choix et d'alternatives.

De façon similaire, Pamela défend l'idée que la pauvreté ne provient pas uniquement d'une *Deprivation*, c'est-à-dire d'un manque dans les besoins ou les premières nécessités du quotidien, mais aussi d'une absence d'opportunités. Naturellement, la notion d'opportunité est difficilement quantifiable ou mesurable, mais elle peut être comprise au travers de situations vécues et ressenties par les populations du district de Nebbi. Concrètement, il est courant que plusieurs personnes

bénéficient d'un enseignement supérieur à l'université sans pour autant trouver un travail en raison d'un manque d'opportunités professionnelles. Plus encore, une grande partie d'élèves ou d'étudiants souhaite poursuivre leurs études pour s'offrir une chance d'échapper à la pauvreté mais reste incapable de payer les frais de scolarité ou de payer le coût de la vie à Kampala. Dans ce contexte, Pamela préconise d'améliorer et de renforcer les programmes de bourses d'études déjà existants ou de diminuer drastiquement les frais de scolarité parfois exorbitants de certaines études indispensables. Dans son cas, le prix d'un certificat d'infirmière réalisé en 2 ans coûte aux alentours des 3 000 000 UGX (817,20\$) par semestre pour un total de 12 000 000 de shillings ougandais, soit une scolarité à 3 268,80\$ au total. Bien que certaines personnes privilégiées puissent bénéficier d'un Sponsorship pour payer une partie des frais de scolarité, cela constitue tout de même une somme considérable dans un pays où 42,1% de la population vit avec moins de 236 715 shillings (64,50\$) par mois.

Parmi les personnes interrogées, le commerçant et agriculteur Francis se considère également comme pauvre mais il utilise un vocabulaire et une désignation qui se rapportent à la pauvreté comme d'une maladie. A 30 ans, il affirme qu'il n'a toujours pas réussi à se débarrasser de sa sensation de misère vécue quotidiennement à Nebbi et que ce sentiment affecte durablement sa conscience et son état d'esprit. De même, il insiste sur la crainte de transmettre cette situation de misère à sa famille en particulier à son garçon et ses trois filles, comme si la pauvreté était une fatalité héréditaire qu'il fallait soigner en urgence. Similairement, le jeune étudiant Yvan parle de la pauvreté en s'appuyant sur le même vocabulaire ou champ lexical. Selon lui, la pauvreté est une maladie qui affecte prioritairement l'esprit et qu'il faut accepter pour s'en extraire³⁸. Il fait notamment allusion à un ensemble de valeurs libérales relatives à l'effort, l'abnégation dans la souffrance et le travail, mais aussi à l'entrepreneuriat et à la prise de risque comme facteurs indispensables pour s'émanciper d'un état d'esprit qui conditionne le maintien dans la pauvreté. A ce titre, il emploie souvent les termes relatifs au « self-made-man », c'est-à-dire de celui qui s'est fait tout seul sans aide extérieure. Il parle régulièrement de se faire de l'argent par lui-même, de fonder un business ou une entreprise lucrative, et de construire son avenir « step-by-step » (étape par étape).

La présence de ces valeurs libérales sur l'auto-réalisation d'un individu capable de s'émanciper de la pauvreté par ses propres moyens interroge sur plusieurs aspects. Premièrement, on constate une surreprésentation des discours libéraux et entreprenants chez les hommes qui s'investissent plus durement dans le travail car ils exercent plus de responsabilités selon le

³⁸Yvan : « Poverty remains a disease of the mind ».

témoignage de Precious. Elle ajoute que les hommes peuvent s'extraire plus facilement de la pauvreté par leur propension à entreprendre davantage que les femmes. Il est possible d'interpréter la présence de ces valeurs libérales au sein d'une partie des populations les plus pauvres comme une volonté d'échapper au fardeau d'une pauvreté déterminée d'avance et perçue comme fatale ou héritée. En l'occurrence, il s'agirait de se convaincre qu'il existe une échappatoire dans le travail et que le ciel (« God grace ») vient en aide et récompense par la réussite économique ceux qui font le plus d'effort. En ce qui concerne Yvan, il ambitionne d'ouvrir un commerce dans la vente de poulets à Pakwach en parallèle de son futur métier de technicien dans le secteur pétrolier. Dès lors, Yvan insiste constamment sur l'importance de croire en Dieu pour entreprendre et trouver la route du succès dans ses projets d'entrepreneuriat. Pourtant, il est curieux de constater la prégnance des idées libérales dans un contexte où la pauvreté trouve ses racines dans des éléments structurels qui échappent complètement aux volontés individuelles. Il convient de rappeler que la capacité d'Yvan à payer les frais d'études pour sa formation dans le secteur pétrolier est conditionnée par un partenariat entre l'Uganda Petroleum Institute et un programme de financement de MasterCard. Sans rien démériter, il faut préciser que ce programme de financement constitue une aide extérieure qui vient contredire le narratif libéral sur l'émancipation individuelle et que celui-ci ne s'adresse qu'à une minorité de bénéficiaires.

Dans les faits, le taux de chômage en Ouganda se maintient aux alentours des 2,9%, ce qui reste relativement faible, qui plus est à Nebbi où il ne dépassait pas les 1,6% avant 2008³⁹. Néanmoins, l'approfondissement de ces chiffres révèle qu'en 2003 les secteurs du travail en Ouganda concernaient 57,7% d'auto-employés dans l'agriculture, 4,8% de travailleurs dans la fonction publique ou le gouvernement, et seulement 6,7% dans le secteur privé et commercial⁴⁰. Autrement dit, l'immense majorité des activités liées à l'entrepreneuriat au sens large touche avant tout la sphère agricole, c'est-à-dire le secteur économique le plus précaire et peu rémunérateur du pays. En réalité, il est très difficile d'envisager une quelconque forme d'émancipation socio-économique conséquente, durable et rapide provenant de projets d'entrepreneuriat ou de micro-finance liés à l'agriculture de subsistance.

A plus forte raison, les projets de micro-finance sont régulièrement mis en avant pour permettre une réduction de la pauvreté qui passe par la création de petits auto-entrepreneurs à l'échelle rurale et locale. Plus précisément, ces projets soutiennent l'idée que le renforcement de l'initiative personnelle et de l'entrepreneuriat est susceptible d'améliorer l'indépendance économique

³⁹ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAL, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », *op. cit.*, p. 38.

⁴⁰ALFRED LAKWO, « Poverty Eradication Dilemma: Understanding Poverty Dynamics in Nebbi District, Uganda », *op. cit.*, p. 48.

et l'émancipation sociale des individus par la création d'un bénéfice. En réalité, les gains et bénéfices sont trop marginaux pour exercer un changement conséquent sur les conditions matérielles et sociales d'existence des bénéficiaires, en particulier dans des secteurs de subsistance peu lucratifs. De plus, lorsqu'on s'intéresse aux caractéristiques du bien-être dans le cadre de l'approche subjective on constate que la micro-finance ne s'inscrit que faiblement dans les éléments qui ressortent le plus des enquêtes participatives. En l'occurrence, les personnes interrogées mentionnent le fait de posséder une maison sans problème de construction, une bonne santé et la capacité à payer des médicaments ou encore la possibilité d'obtenir des biens d'urgence lorsque nécessaire comme des facteurs de bien-être. Pour le reste, la définition de la pauvreté passe par des ressorts matériels ou sociaux tels que l'incapacité de gagner de l'argent sur une base journalière ou même l'impossibilité de recevoir quelqu'un chez soi sans avoir honte de sa condition. La sensation et l'état d'esprit de la pauvreté décrits par les individus les plus pauvres ne concernent que très rarement la capacité à entreprendre, sauf quand il s'agit de produire une quantité suffisante de nourriture pour en revendre une partie au marché par exemple. Enfin, les projets de micro-finances n'apparaissent jamais dans les solutions préconisées par les populations vulnérables qui souhaitent obtenir une situation stable et sécurisée. En général, c'est la possibilité d'acquérir un poste d'administrateur public ou de fonctionnaire dans un travail formel de col blanc (« White-collar ») qui revient le plus régulièrement comme facteur d'émancipation socio-économique⁴¹. Ces postes privilégiés sont très prisés car capables de fournir une position et un revenu stable ou régulier. Mais ils sont accessibles à très peu de personnes, y compris parmi celles pouvant justifier d'un niveau d'études supérieures en Ouganda, et encore moins à Nebbi.

Cependant, il existe un contexte dans lequel les projets de micro-finances peuvent aider à une amélioration des perspectives socio-économiques de certains individus. En l'occurrence, il est possible d'observer une émancipation relative parmi les femmes dans certaines communautés du West-Nile. Plus précisément, on constate une plus forte indépendance économique et affirmation socio-politique au sein des groupes de femmes qui bénéficient d'un programme d'aide à l'entrepreneuriat et à la micro-finance que chez celles qui en sont dépourvues⁴². Toutefois, l'amélioration des conditions de certaines femmes par l'initiative et la création de bénéfices se fait au détriment des femmes absentes de ces projets. En d'autres termes, les valeurs libérales véhiculées par les projets de micro-finances réduisent ponctuellement la pauvreté ressentie chez certaines femmes, mais accroissent parallèlement les inégalités avec les autres femmes. De plus, il convient de préciser que cette émancipation symbolique dans la perception de la pauvreté chez certaines

⁴¹*Ibid.*, p. 14.

⁴²LEO HAAN, ALFRED LAKWO, « Rethinking the Impact of Microfinance in Africa: 'Business Change' or Social Emancipation », *European Journal of Development Research*, Volume 22 n°4, pp. 529-545, 2010.

femmes n'apporte aucun changement matériel et conséquent dans les inégalités entre les hommes et les femmes eux-mêmes, en particulier en zone rurale.

Par exemple, Pamela travaille exclusivement dans des petits villages isolés dans le cadre de ses interventions humanitaires et constate de grandes disparités entre les hommes et les femmes sur le terrain. Les femmes sont traitées différemment et parfois de manière inférieure avec une inégalité de statut social élevée, ainsi qu'une absence d'éducation avec souvent des activités devant se limiter à la pêche, l'agriculture ou le jardinage. Bien que ça ne soit pas le cas partout, elle mentionne également des restrictions sur la nourriture, notamment les œufs ou le poulet que certains hommes continuent d'imposer sous couvert de traditions alurs spécifiques. Par ailleurs, en ruralité certains hommes s'étonnent de voir Pamela, une femme, travailler et avoir bénéficié d'une éducation. En dépit de ces disparités, elle précise tout de même qu'aucun homme ne lui cause le moindre problème dans son travail au quotidien sur le terrain.

L'étude des valeurs libérales comme facteur d'émancipation conduit à analyser la pauvreté comme une sensation, mais aussi comme la conséquence d'un état d'esprit qui attrait au rôle de l'ambition et des opportunités dans la réduction de la misère à Nebbi. Dans ce cadre, l'entretien réalisé le 21 avril 2025 avec Maureen permet d'apporter plusieurs éléments sur la manière de percevoir l'ambition et les opportunités en fonction d'où on vient et où on travaille en Ouganda. En effet, Maureen travaille à Nebbi comme fonctionnaire du ministère de la santé auprès de l'ONG humanitaire EMOTER pour récolter des données médicales de terrain nécessaires à la production d'une documentation et de rapports. Cependant, elle habite à Nebbi pour son travail mais elle est originaire de Kampala et n'appartient pas à la communauté alur. Par ailleurs, elle dispose d'une situation financière relativement confortable par rapport aux standards du West-Nile et même de Kampala puisqu'un poste similaire au sien rapporte selon elle entre 400 000 (108,96\$) et 1 000 000 (272,40\$) de shillings ougandais par mois, soit entre 13 300 (3,63\$) – 33 300 (9,07\$) par jours.

Bien qu'elle ne se considère pas comme une personne riche, elle reconnaît vivre dans une situation suffisante car elle peut s'offrir tout ce dont elle a besoin et dispose d'un foyer très confortable par rapport aux huttes ou abris communément visibles dans le district de Nebbi. Par ses origines extérieures au West-Nile et ses conditions de vie, Maureen n'est pas familière avec le contexte et le quotidien des populations alurs en général, sauf dans le cadre de sa profession. Bien qu'elle soit Ougandaise, on peut constater une différence dans la perception des enjeux et la compréhension des réalités de la pauvreté vécue avec les personnes qui grandissent dans le district de Nebbi. Contrairement à Precious qui relève des disparités sur l'ambition à l'échelle de chaque communautés alurs, il n'y a pas de niveau de lecture aussi précis et non essentialiste chez Maureen

qui fait allusion à un manque d'ambition chez les pauvres de manière générale. Plus précisément, elle mentionne l'idée que les individus les plus vulnérables ne se rendent pas compte de la valeur des opportunités qui existent ou ne savent pas quoi faire des services qui leur sont proposés⁴³. Selon elle, les aides et les opportunités ne peuvent fonctionner et faire la différence que dans la vie des personnes résilientes qui ont déjà en tête de poursuivre un objectif à l'avenir. Même si elle considère essentielle l'aide apportée aux plus démunis dans les territoires en manque de services, elle ajoute que les gens finissent par devenir paresseux et ont moins tendance à vouloir faire de l'argent par eux-mêmes dans les zones à forte concentration d'ONG.

N'étant pas originaire de la région et du district de Nebbi, Maureen ne dispose pas d'une grille de lecture susceptible de prendre en compte les différences d'état d'esprit, de sensation ou de vécu dans l'appréhension de l'ambition et des opportunités entre les communautés alurs. Cela s'explique sûrement par le caractère très géographique plus que culturel des distinctions entre *Okoro* (hautes terres), *Paydere* (plateaux moyens) et *Jonam* (rives du lac Albert). L'analyse de la *Résilience*, de l'ambition et des opportunités doit passer par une prise en compte des différences de perception des Alurs pour comprendre la manière dont les plus vulnérables envisagent de se projeter dans l'avenir entre les districts de Zombo, Nebbi et Pakwach.

2.2 Représentativité et marginalisation dans le West-Nile

L'identification des processus de marginalisation et de manque de représentativité dans le Nord-Ouest de l'Ouganda repose premièrement sur la désignation des personnes les plus vulnérables elles-mêmes. Du point de vue économique et productif, le secteur agricole a déjà été identifié comme le plus précaire et vulnérable dans les zones rurales. En l'occurrence, les familles de cultivateurs, pêcheurs et éleveurs pastoraux du West-Nile sont les foyers en difficulté les plus marginalisés et tenus à l'écart des opportunités de développement et d'émancipation de la pauvreté. Néanmoins, il est possible d'effectuer des ramifications sociologiques encore plus précises au sein même de ces groupes pour identifier les inégalités structurelles entre les individus qui souffrent prioritairement d'une mise à l'écart à l'échelle de la région et de leur groupe.

Par exemple, les orphelins et les enfants constituent un groupe très vulnérable dans la mesure où leur condition et leur survie dépendent essentiellement des parents ou de la famille. En 2004, 14% des enfants âgés de moins de 18 ans en Ouganda ont perdu un de leur parent et 3% sont complètement orphelins de leurs deux parents⁴⁴. L'absence d'un ou des deux parents diminue

⁴³Maureen : « I think if people don't know the use or value of the service you are trying to offer them, they can't have any ambition for it ».

⁴⁴Ministry of Finance, Planning and Economic Development, « Poverty Eradication Action Plan (2004/5-2007/8) »,

drastiquement les chances de réussir à l'école et de s'émanciper socialement, mais cela augmente aussi les risques de vulnérabilité psychologique et matérielle. Par la suite, les personnes âgées de plus de 60 ans constituent aussi un groupe vulnérable susceptible d'être très pauvre, en particulier chez les femmes âgées et veuves. Outre l'impossibilité ou les grandes difficultés à travailler et être autonome, notamment en zone rurale, les personnes âgées sont socialement marginalisées. Plus précisément, elles sont plus souvent amenées par leur condition à être dans une situation qui confine à la dépendance vis-à-vis de la communauté et d'autrui. Cette situation de vulnérabilité peut conduire à des écarts, des manipulations ou une forme d'exploitation informelle et indirecte qui accentuent la marginalisation effective des plus âgés.

Concrètement, l'intermédiation des autorités administratives et des notables locaux des districts dans la réception des programmes de pension pour personnes âgées nous renseigne sur plusieurs phénomènes de marginalisation. Premièrement, les sous-effectifs chroniques et le manque de qualifications dans la fonction publique en zone rurale conduit le gouvernement ougandais à s'appuyer sur des intermédiaires locaux pour accéder aux bénéficiaires. A l'origine, les programmes de transferts de liquidités directs entre l'Etat et les pauvres sont privilégiés pour échapper aux écarts des logiques clientélistes des bureaucraties locales. Dans les faits, le contrôle et le ciblage précis des bénéficiaires est trop coûteux pour les faibles capacités institutionnelles et administratives d'un ancien « Etat garde-barrière » colonisé comme l'Ouganda. En l'occurrence, la notion est employée pour désigner les conséquences d'une sous-administration coloniale se limitant au contrôle des frontières et des points de passage principaux au détriment de l'intérieur du territoire. L'objectif est de réduire les coûts au maximum et de concentrer l'appareil d'État sur les taxes coloniales et l'entrée des marchandises⁴⁵. Encore aujourd'hui, le gouvernement ougandais est incapable d'administrer complètement l'ensemble de son territoire, qui plus est dans une région aussi éloignée et politiquement instable que le West-Nile. Par conséquent, les contraintes budgétaires et les difficultés d'identification des bénéficiaires conduisent les autorités administratives à utiliser les structures locales et autres notables des districts comme intermédiaires dans la distribution des pensions.

Deuxièmement, le recours à des intermédiaires locaux en Ouganda permet d'observer des phénomènes de paternalisme administratif dans la distribution du programme de pension SAGE (Social Assistance Grant for Empowerment)⁴⁶ de 2010 auprès des bénéficiaires. Les notables locaux et le personnel administratif chargé d'identifier et de distribuer les pensions aux bénéficiaires utiliser

Kampala, 2004, p. 46.

⁴⁵FREDERICK COOPER, CHRISTIAN JEANMOUGIN, *L'Afrique depuis 1940*, Payot, Paris, 2012.

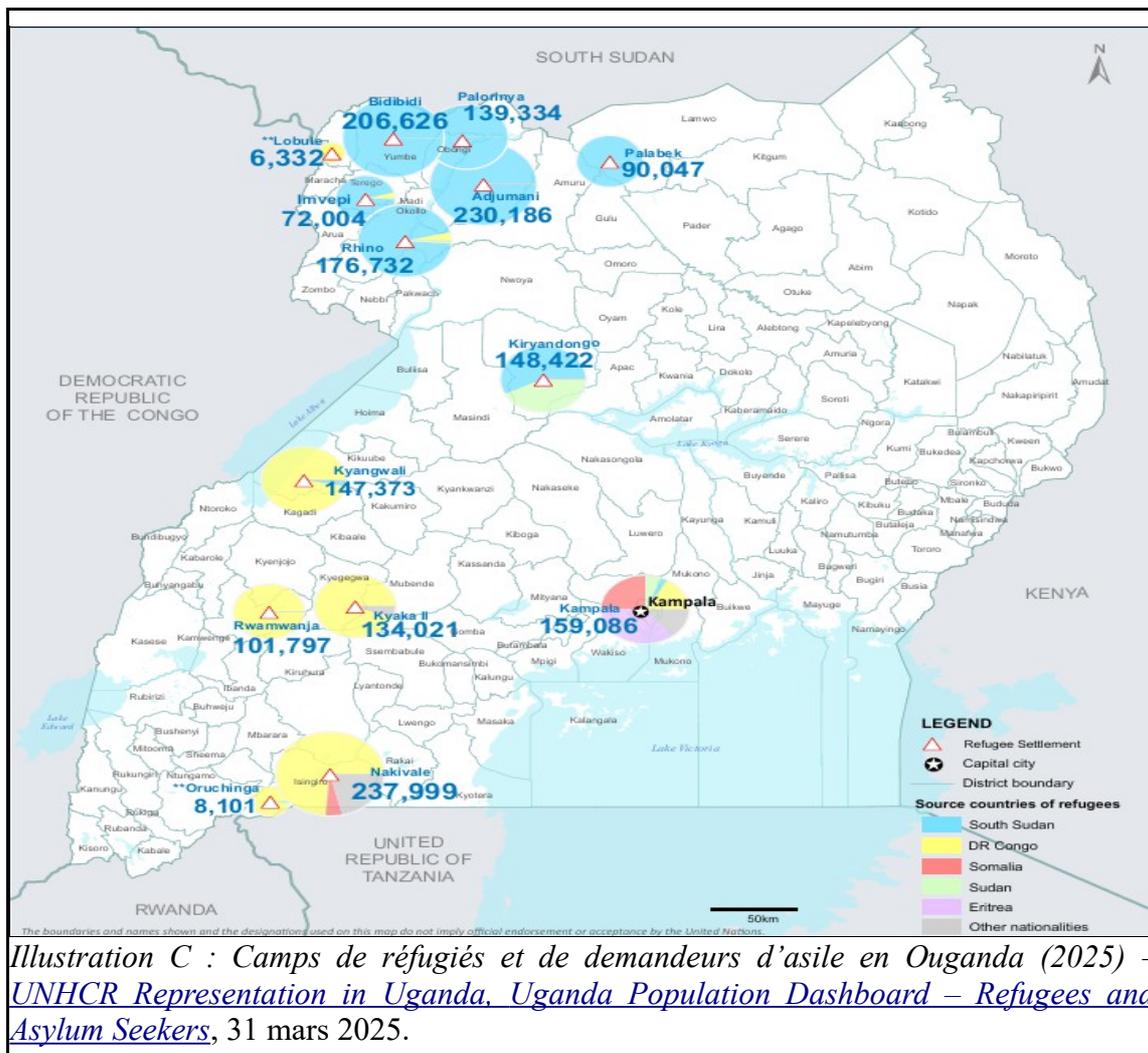
⁴⁶Pension mensuelle d'environ 25 000 shillings ougandais, soit 6,81\$ par mois, destinée aux personnes âgées de plus de 65 ans (« Senior Citizens Grant »), Cf. JACQUIN RONAN, « Les cash transferts à l'épreuve de l'intermédiation administrative en Ouganda », *Revue internationale des études du développement* Paris, 2022, p. 8.

leur statut pour imposer une domination morale sous couvert de protection désintéressée. L'objectif était de profiter de la vulnérabilité des personnes âgées pour qu'elles perçoivent leurs pensions comme une faveur et non comme un droit. Dès lors, les bénéficiaires considéraient avoir une dette morale auprès de ceux chargés de distribuer les pensions ce qui les rendait plus perméables à leurs injonctions et conseils paternalistes. Par exemple, J. Ronan constate dans ses travaux de 2022 un certain nombre de discours sur la nécessité de dépenser avec parcimonie les pensions mensuelles dans des biens nécessaires (vêtements, nourriture, frais de scolarité, petits animaux d'élevage...). De même, plusieurs injonctions morales et pédagogiques étaient faites sur le comportement des bénéficiaires considérés comme fautifs pour ne pas avoir dépensé l'argent comme préconisé⁴⁷. La volonté d'instaurer un stigma et un sentiment de honte en cas de « mauvaises dépenses » contribue au renforcement des phénomènes de marginalisation des individus les plus vulnérables, en particulier chez les personnes âgées. Par ailleurs, il convient de comprendre que les logiques de Cash transfers reposent sur l'idée que les communautés les plus pauvres et vulnérables savent mieux que les autres ce dont elles ont besoin.

Par la suite, l'analyse des processus de marginalisation dans le West-Nile concerne également la présence et l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées. En effet, les individus les plus pauvres et vulnérables sont surreprésentés au sein des communautés de déplacés, en particulier pour les personnes qui fuient les conflits et abandonnent tout derrière eux. Malgré des politiques d'accueil généreuses en Ouganda, les réfugiés doivent tout de même vivre dans des camps aux conditions désastreuses, notamment en termes d'hygiène ou de mal nutrition. Sur les 1 858 000 réfugiés et demandeurs d'asile présents en Ouganda, 54% proviennent du Sud-Soudan et 32% de la RDC. En l'occurrence, le West-Nile héberge trois des plus importants camps de réfugiés du pays : Adjumani (230 000), Bidibidi (206 000) et Rhino (176 000).

Pourtant, les districts de Zombo, Nebbi et Pakwach n'accueillent pas de populations significatives de réfugiés ou de demandeurs d'asile malgré la proximité frontalière avec l'Ituri ou le Sud-Soudan. L'explication de ce phénomène ne se trouve pas dans un sentiment de rejet de la part des communautés alurs, bien au contraire. De manière générale, les Ougandais sont très accueillants et hospitaliers vis-à-vis des individus réfugiés dans le besoin et même les politiques gouvernementales vont dans le sens de la solidarité et de l'intégration. Par exemple, Yvan soutient au cours de son entretien que les mesures d'aide prises par le gouvernement ougandais sont une bonne chose et qu'il est tout à fait normal d'assister les communautés étrangères dans le besoin.

⁴⁷*Ibid.*, pp. 15-20.



Dans ce cadre, il fait référence à l'intégration des déplacés dans les écoles ougandaises ou à la distribution d'abris, de nourriture ou même parfois d'un petit revenu de subsistance. En effet, l'Ouganda reste chaque année le pays qui héberge le plus de réfugiés en Afrique au travers d'un cadre législatif très permissif à l'égard des populations concernées. La loi sur les réfugiés de 2006 (Refugee Act) et les règlements sur les réfugiés de 2010 (Refugee Regulations) offrent un cadre légal incluant : la liberté de mouvement, le droit de travailler et d'entreprendre, le droit à la propriété privée, ainsi que l'accès aux services publics et nationaux, y compris au système de santé⁴⁸. Les politiques publiques d'accueil des réfugiés sont tournées vers l'intégration progressive de ces derniers au sein des communautés, notamment à travers l'éducation et le travail⁴⁹.

En principe, les politiques d'intégration sont généralement bien perçues par la communauté alur dans le district de Nebbi bien que les réfugiés ne soient pas très nombreux dans le Sud du West-

⁴⁸UNCRRP, « Uganda Country Refugee Response Plan – Detailed planning 2024-2025 », 2023, Executive Summary, p. 3.

⁴⁹HENRY KOMAKECH, CHRISTOPHER G. ORACH, LYNN M. ATUYAMBE, « Sustainability of health services in refugee hosting districts: a qualitative study of health services in three west Nile refugee hosting districts, Uganda », Conflict and Health, Volume 17 n°1, 2023, p. 10.

Nile. Dans les faits, les capacités d'accueil sont très variables d'un district à l'autre. Francis qui travaille dans l'agriculture affirme que l'absence d'importantes communautés de réfugiés à Nebbi s'explique aussi par un manque de récoltes et de plantes. Cette situation accentue les difficultés en termes de sécurité alimentaire dans le district de Nebbi et empêche également la possibilité des réfugiés de travailler dans l'agriculture de subsistance. Néanmoins, l'ensemble des personnes interrogées dans les entretiens reconnaissent les réfugiés comme des individus particulièrement vulnérables ou marginalisés et se montrent favorables à leur accueil. Cependant, en dépit de leurs bonnes volontés elles concèdent ne connaître aucun réfugié ou n'avoir jamais été en contact avec des communautés de demandeurs d'asile à Nebbi ou ses alentours. Même les personnes qui travaillent dans l'humanitaire ou le milieu de la santé dans le district affirment ne pas avoir beaucoup d'informations sur le sujet. Cela s'explique sûrement par l'absence de camps de réfugiés dans le district, ainsi que par l'intégration probablement réussie d'une partie des réfugiés au sein des communautés alurs. Par ailleurs, Pamela soutient que l'absence d'importantes communautés de réfugiés serait la principale cause de déficience en matière d'ONG internationales présentes dans le district de Nebbi. Ces dernières auraient tendance à se concentrer aux alentours des camps d'accueil du Nord-Ouest de l'Ouganda plutôt que dans les districts de Zombo, Nebbi et Pakwach. Par conséquent, les réfugiés représentent sans aucun doute un groupe particulièrement marginalisé par leurs conditions et leur localisation dans le West-Nile, mais ils restent très minoritaires, discrets et intégrés dans le contexte quotidien de Nebbi où ils peinent à se faire remarquer.

L'utilisation de l'approche participative dans les entretiens a permis d'identifier plusieurs facteurs ou éléments qui permettent d'atténuer les vulnérabilités ou le sentiment de marginalisation ressentis par la communauté alur. Tout d'abord, la jeunesse comme facteur de *Résilience* et d'opportunités d'émancipation socio-économique revient régulièrement dans les entretiens. Par exemple, Yvan mentionne l'absence de responsabilités familiales ou la possibilité de vivre chez ses parents comme un facteur supplémentaire de réussite dans ses projets. De même, il considère que sa capacité à bénéficier d'une formation professionnelle repose exclusivement sur un programme jeunesse de la MasterCard Foundation auquel il n'aurait pas eu accès en étant plus vieux. Enfin, il mentionne un plus grand nombre d'opportunités d'entreprendre chez les jeunes ou encore la possibilité de constituer un réseau et des contacts pour des projets ou des investissements. Par ailleurs, le jeune conducteur de moto Edwin fait brièvement allusion aux « youth loans », des prêts aux jeunes accordés par des petites institutions bancaires dans le cadre de projets ou de création d'emplois. Dès lors, le fait d'être jeune augmente la capacité des individus à se projeter dans l'avenir et peut parfois constituer un élément de lutte contre le sentiment de marginalisation par la

multiplication des opportunités disponibles.

Similairement, l'atténuation de la vulnérabilité des individus dans le West-Nile passe aussi par le rôle de la cellule familiale comme filet de protection et structure de solidarité en zone rurale. Par exemple, Pamela concède qu'elle n'aurait jamais été en mesure de réaliser ses études sans les sacrifices de son père. En effet, celui-ci s'est résolu à vendre ses terres et sa propriété pour régler les frais de scolarité du certificat d'infirmière de sa fille. Dans un contexte où le décrochage scolaire atteint 78% chez les filles dès l'école primaire, s'émanciper socialement par l'éducation tient plus de l'exception que de la règle. Permettre à ses enfants d'accéder à un enseignement supérieur constitue souvent un investissement sur l'avenir qu'il est rarement possible de réaliser sans une aide financière extérieure. Certaines personnes comme Yvan ou Precious bénéficient de programme jeunesse ou de bourses de l'Etat, d'autres requiert le concours de la famille comme structure de solidarité privilégiée. De façon assez analogue, l'agriculteur Francis vend des légumes à Yao Kecha (route en direction de Pakwach) grâce à l'exploitation d'une petite parcelle de terre léguée par son père à Nebbi. Sans cet apport familial, il aurait très certainement été contraint de rejoindre les activités des Opec Boys et de travailler dans la contrebande pétrolière entre le district d'Arua et la RDC.

En effet, les Opec Boys sont des jeunes conducteurs de boda-boda ougandais qui revendent à Arua du carburant à bas prix acheté en RDC. Le plus souvent, ils achètent du carburant détaxé en provenance de Mombasa (Kenya) destiné à la RDC pour le revendre à bas prix à Arua sans s'inquiéter des retombées fiscales. En général, les transporteurs utilisent des chemins de contrebande moins surveillés et appelés « Panya roads » pour livrer le carburant aux Opec Boys qui s'occupent de le ramener à moto pour le revendre moins cher en ville. Les jeunes qui exercent ces activités de contrebande sont profondément marqués par la marginalisation économique et politique du West-Nile. Le transport de pétrole détaxé constitue une « opportunité informelle de revenu⁵⁰ » permettant à des centaines de personnes de compléter leurs salaires. En 2006, on dénombrait entre 300 et 400 conducteurs directs, même s'ils emploient beaucoup de supplétifs pour les aider (transporteurs, guetteurs...)⁵¹. Qualifiés de « seconde économie d'Arua », ils facilitent la vie des populations paupérisées de la ville et forment un mouvement socio-politique grâce à leur poids électoral. Le plus souvent, ils bénéficient d'un soutien fiscal et financier des autorités locales contre un appui électoral. En théorie, le gouvernement a institué le SRPS (Special Revenue Police Service) en 1994 pour contrôler les Opec Boys et procéder à des amendes ou des confiscations de carburant.

⁵⁰Contrairement à l'économie informelle (noire, parallèle, résiduelle, illégale...) elle s'ancre et s'implique dans la vie politique et électorale. Cela permet d'obtenir un statut écrit, des reçus ou de fonder des sociétés coopératives pour se soustraire aux taxes fiscales et à la régulation économique de l'Etat.

⁵¹KRISTOF TITECA, « Les Opec boys en Ouganda, trafiquants de pétrole et acteurs politiques », *op. cit.*, p. 2.

Dans les faits, les activités de contrebande pétrolière constituent une alternative économique aux rébellions et à la participation au sein de groupes armés pour des jeunes qui sont souvent des enfants d'anciens combattants des guerres de brousse. Par ailleurs, les Opec Boys restent très appréciés dans leur région autour d'Arua et sont régulièrement sollicités pour résoudre des conflits civils et s'impliquent dans les activités de solidarité communautaires. Par conséquent, le gouvernement ougandais a conscience de cette réalité et cherche davantage à les surveiller de près qu'à les empêcher d'exister en raison de leur utilité informelle. Parmi les actions de solidarité communautaire, les Opec Boys n'hésitent pas à transporter des malades, arrêter des voleurs, prêter de l'argent, aider des familles dans le besoin etc⁵².

Néanmoins, l'entretien auprès de personnes concernées par les activités de contrebande pétrolière permet de nuancer ce constat. Certes, les conducteurs de boda comme Edwin apprécient les Opec Boys pour leur solidarité ou leur aide dans l'obtention de prêts. Cependant, en dépit de leur influence dans le West-Nile, les activités de ces derniers se limitent essentiellement au district d'Arua et ne concernent pas tellement les districts de Zombo, Nebbi et Pakwach. Plus encore, la majorité des personnes interrogées dans les entretiens ne connaissent pas bien les Opec Boys ou n'en ont même jamais entendu parler. Francis est la seule personne qui connaît bien les activités de contrebande pétrolière car son père en faisait partie. Il reconnaît certaines qualités aux Opec Boys : assistent et améliorent les conditions de la communauté, créent des emplois et des opportunités, et diminuent parfois le niveau de pauvreté. Cependant, il affirme vouloir se tenir à l'écart de ces activités illégales et des Opec Boys qu'il qualifie de « Magendo » (Smugglers) dans la mesure où son père s'est déjà fait arrêter par la police. En dépit de ses avantages, la contrebande pétrolière et les Opec Boys ne sont pas des alternatives d'inclusion ou d'intégration économique durables et pertinentes dans le cadre d'un projet de réduction de la pauvreté et de développement structurel à long terme. En revanche, ils constituent des intermédiaires et des acteurs importants dans la matérialisation d'une solidarité communautaire dans une partie du West-Nile susceptibles d'atténuer certains phénomènes de marginalisation socio-politique.

⁵²*Ibid.*, pp. 9-11.

Chapitre III. Les acteurs locaux du développement et de l'assistance contre la pauvreté

3.1 Acteurs publics et politiques

Il existe plusieurs institutions et organisations chargées de réduire la pauvreté et d'orchestrer les politiques de développement dans le district de Nebbi. Premièrement, le District Planning Unit est le centre de coordination et d'analyse chargé de la planification du développement, du budget ou de la collecte de données à Nebbi. Son objectif est de produire une source d'informations suffisante pour formuler des recommandations politiques et budgétaires sur le développement à Nebbi, ainsi que de fournir un cadre d'opération des politiques de réduction de la pauvreté sur le terrain. Le DPU est dirigé par un fonctionnaire du gouvernement appelé Principal Planner et assisté par le Population Officer, un représentant de la société civile. Les principales missions concernent la coordination au développement, la production de statistiques, l'amélioration des conditions de vie de la population, la surveillance et l'évaluation de projets ou la gestion du budget et des bailleurs de fonds⁵³. Néanmoins, les plans de développement à l'échelle nationale et régionale soulèvent plusieurs contraintes qui limitent l'efficacité et les capacités du DPU dans ses missions sur le terrain. Le plus souvent, l'insuffisance des fonds alloués pour réaliser l'ensemble des tâches à l'échelle du district est mise en avant pour illustrer l'incapacité de cet acteur public à réduire la pauvreté. Par exemple, le manque d'effectifs ou de services de transport empêche une collecte de données efficaces ou la production de statistiques précises et pertinentes en raison d'une difficulté à surveiller les projets et couvrir l'ensemble de la population. De même, le manque de bureaux et de banques de données impacte la manière de travailler ou de correctement documenter les phénomènes de pauvreté et de marginalisation à Nebbi.

Deuxièmement, le Nebbi District Local Government constitue l'interface officielle et directe de Kampala dans l'administration générale du district de Nebbi. Concrètement, le NDLG représente l'instance locale de prise de décisions politiques liées aux recommandations du Conseil de Nebbi et responsable de l'application des services publics de l'Etat ougandais. Les objectifs principaux sont l'identification et la collecte de revenus suffisants qui correspondent aux besoins des services délivrés dans le district. Mais aussi, la contribution à un développement durable de l'économie locale, l'augmentation du niveau d'éducation, l'accès à des services de santé, d'eau et d'hygiène suffisants ou encore la promotion d'une gouvernance démocratique à Nebbi. Idéalement, la mission

⁵³National Development Plan in Nebbi, *op. cit.*, p. 31.

du NDLG est d'améliorer et d'augmenter significativement le niveau de vie global des populations alurs dans le district de Nebbi, tout en se concertant avec les acteurs locaux et la société civile. En somme, le District Planning Unit doit fournir une base technique opérationnelle et coordonner sur le terrain l'organisation des politiques de développement ou de réduction de la pauvreté décidées et définies par le Nebbi District Local Government. En réalité, les consignes de planification soumises par le NDLG sont grandement alignées sur les perspectives et recommandations des plans de développement du gouvernement à Kampala. Dans les faits, il s'agit surtout de se concerter avec les représentants locaux et les acteurs communautaires du développement pour convenir des modalités d'application des perspectives de lutte contre la pauvreté décidée par le gouvernement.

Par exemple, les priorités définies par le PEAP (Poverty Eradication Action Plan) de 2004 sur le secteur de la santé concernaient l'augmentation des dépenses de l'Etat en médicament de 1,2\$ à 2,5\$ par personnes⁵⁴. Cela signifie que les instances locales de gouvernance publique comme le NDLG se doivent d'appliquer des mesures politiques et économiques qui s'alignent avec les objectifs fixés par les plans de développement de l'Etat. En l'occurrence, le PEAP était révisé tous les deux ans entre 1997-2008 et avait pour objectif d'atteindre un taux de pauvreté inférieur à 30% en Ouganda d'ici 2014. La production de cette documentation correspondait à une version locale des *Poverty Reduction Strategy Papers* de la Banque mondiale destinée aux politiques de développement en Ouganda. Par conséquent, les objectifs fixés au sein du PEAP par le gouvernement ougandais reposaient sur les standards techniques de la Banque mondiale définissant le seuil de pauvreté à partir d'un revenu inférieur à 1\$ par jour. En réalité, l'ensemble des plans et des dynamiques de développement de l'Ouganda avant les ajustements de 2022 reposait sur une identification de la pauvreté relative au seuil de 1\$/jour (30%) au lieu de 2,15\$/jour (42,1%). C'est la raison pour laquelle il convient de faire la distinction entre les mesures de réduction de la pauvreté et les politiques de développement. Les premières tendent à résoudre structurellement les enjeux multi-dimensionnels de la pauvreté, alors que les secondes accentuent les inégalités à mesure qu'elles élèvent le niveau de vie global de la population.

Toutefois, il convient de préciser qu'une large partie de la collecte de données qualitatives du PEAP reposait également sur les processus d'évaluation participative de la pauvreté avec des enquêtes réalisées dans plus de 12 districts de l'Ouganda. Sans être aussi précise et exhaustive que les méthodes subjectives conduites par l'AFARD dans le district de Nebbi, l'approche qualitative du PEAP a le mérite d'intégrer la démarche participative à l'identification des facteurs multi-dimensionnels de la pauvreté à l'échelle de l'Ouganda. En l'occurrence, la consultation de l'ensemble

⁵⁴Ministry of Finance, Planning and Economic Development, « Poverty Eradication Action Plan (2004/5-2007/8) », Kampala, 2004, p. 193.

des acteurs et parties-prenantes dans la mise en place des mesures de développement du PEAP à l'échelle des districts figurait dans les conclusions de l'approche participative⁵⁵.

Parmi les caractéristiques du bien-être identifiées par l'approche participative, la question de l'intégration, de la connexion avec autrui ou de la capacité à faire entendre sa voix dans les processus de décisions joue un rôle crucial dans les phénomènes de marginalisation politique. A titre d'illustration, les personnes politiquement marginalisées insistent sur le fait d'avoir un moyen de transport pour se rendre dans des lieux reculés ou d'avoir un téléphone et des données mobiles pour rester en contact avec de la famille ou des amis éloignés. De même, elles cherchent à avoir connaissance et conscience du monde qui les entoure ou avoir accès à l'information pour savoir ce qui se passe et ne pas être déconnecté du reste des territoires en Ouganda⁵⁶. Dans ce contexte, les enjeux de représentativité politique liés aux processus de concertation et de prises de décisions jouent un rôle considérable dans le sentiment de marginalisation des communautés et individus les plus vulnérables à l'échelle du district. La participation et la confiance dans les représentants politiques de la communauté alur à Nebbi constituent une thématique importante dans les perspectives de développement et de lutte contre la pauvreté.

Par exemple, Pamela pense que les autorités publiques du district de Nebbi font de leur mieux pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions des plus vulnérables, mais que ce n'est clairement pas suffisant. Selon elle, cela s'explique par l'incapacité des élus politiques ou des notables de l'administration locale de représenter correctement leur communauté ou de comprendre les conditions de vie quotidiennes de la population. Par ailleurs, elle mentionne aussi une forme de reproduction sociale où les mêmes représentants politiques se succèdent sans possibilité de voir de jeunes élus avec de nouvelles idées prendre des décisions et faire entendre leur voix.

Cette méfiance vis-à-vis des politiques s'observe également chez Precious qui accuse les représentants locaux d'accentuer l'exclusion sociale et politique de Nebbi par rapport au reste de l'Ouganda par leur corruption. En l'occurrence, le clientélisme et la compétition entre les politiciens dans le district de Nebbi ou le West-Nile nuisent à la représentativité générale des communautés et de leurs problèmes au quotidien. Selon elle, les politiciens ne sont pas suffisamment impliqués dans la défense des intérêts de leur communauté. Par exemple, elle considère que les représentants du district ou de la région ne prennent pas assez la parole au Parlement et laissent souvent les autres représentants parler ou ne participent pas assez aux débats cruciaux pour les conditions de vie des Alurs en général. De plus, elle insiste sur l'impact des inégalités hiérarchiques dans le maintien d'un

⁵⁵*Ibid.*, p. 30.

⁵⁶ALFRED LAKWO, « Poverty Eradication Dilemma: Understanding Poverty Dynamics in Nebbi District, Uganda », *op. cit.*, p. 14.

phénomène de marginalisation exacerbé par un complexe d'infériorité des Alurs dans la mise en œuvre de leurs propres politiques de développement à Nebbi. Concrètement, elle observe que les positions décisionnaires ou les postes rémunérateurs sont régulièrement occupés par des personnes qualifiées et diplômées extérieures au district, alors qu'à l'inverse les personnes originaires de Nebbi exercent souvent dans des rôles inférieurs.

Naturellement, cette situation alimente un sentiment de marginalisation politique et socio-économique au sein de la communauté alurs vis-à-vis du reste de l'Ouganda. Dans une certaine mesure, les populations les plus vulnérables ne se sentent pas écoutées ou entendues par les personnes qui prennent les décisions politiques ou par celles chargées d'appliquer les programmes de développement décidés ailleurs que dans le district de Nebbi. En dépit des tentatives d'approches participatives, les mesures du PEAP accusent de l'écart entre les formulations du gouvernement à Kampala et le ressenti réel des populations concernées par la pauvreté sur le terrain. La prise de distance des communautés vis-à-vis des représentants locaux témoigne d'une perte de confiance dans les acteurs publics tels que le District Planning Unit ou le Nebbi District Local Government chargés d'appliquer les programmes de développement. A cela s'ajoute les lacunes et difficultés structurelles de l'action publique locale dans le district de Nebbi sur les questions de développement.

Par exemple, l'incapacité du District Planning Unit de collecter et fournir des données fiables et précises sur les dynamiques de la pauvreté empêche les acteurs locaux de mesurer et d'identifier efficacement les individus les plus vulnérables. Concrètement, les instances publiques ne remplissent pas leur rôle de centre unique de collecte de données et de sources de renseignement sur les initiatives du gouvernement et de la société civile dans le district. Les ONG reprochent souvent un manque de fiabilité et une différence de données entre les départements publics qui rendent difficile l'identification et le ciblage des programmes de développement. De façon générale, le désengagement et la faible présence de l'Etat face aux enjeux et problématiques du développement sont régulièrement reprochés par les partenaires de la solidarité ou de la société civile qui travaillent sur la réduction de la pauvreté à Nebbi. En somme, cette situation se traduit par une diminution de la participation politique des communautés alurs à l'échelle locale dans le district de Nebbi, ainsi que par la recherche d'acteurs alternatifs dans les procédures d'application des enjeux de réduction de la pauvreté dans le West-Nile.

Pour pallier ces reproches, le gouvernement et les acteurs publiques au développement cherchent à renforcer l'interaction auprès des communautés vulnérables et marginalisées au travers

des *Community Based Services*. Il s'agit d'un département social du gouvernement chargé de l'application des mesures de lutte contre la pauvreté au plus près de la population sur le terrain au travers d'interactions tournées directement sur des actions de solidarité destinées aux services communautaires. Cette instance relais des acteurs publics est tournée sur « l'empowerment » du potentiel socio-économique des individus vulnérables à travers plusieurs secteurs importants du développement : La culture et les activités communautaires, la prise en charge du handicap et des personnes âgées, l'amélioration des rapports au travail et des opportunités d'emplois ou industrielles, l'utilisation d'un service de probation et de réinsertion ou encore le renforcement de l'accompagnement de l'enfance et de la jeunesse⁵⁷. En tant que services publics institutionnels et décentralisés, les CBS sont gérées par les autorités locales mais doivent tout de même collaborer sur le terrain avec les ONG et les acteurs de la société civile dans la délivrance d'un service à l'échelle communautaire. Les objectifs primaires sont l'amélioration du revenu des populations pauvres et le renforcement du niveau de vie dans le cadre d'une gouvernance qui se veut démocratique et participative à l'échelle de la communauté. Le gouvernement mentionne l'utilisation des CBS pour s'assurer de l'implication et la participation active des habitants les plus vulnérables des districts afin de renforcer la confiance dans les initiatives des acteurs publics du développement à Nebbi et ailleurs.

3.2 Acteurs humanitaires et communautaires

Les actions de développement et de solidarité ou de réduction de la pauvreté dans le West-Nile en zone rurale sont majoritairement portées par les ONG et les *Community Based Organizations* comme alternatives aux limites des acteurs publics sur le terrain. La dépendance des personnes les plus vulnérables aux acteurs humanitaires et communautaires s'explique par le désengagement chronique de l'Etat en ruralité. En l'occurrence, les CBOs correspondent à des initiatives locales des communautés pour répondre à leurs propres besoins dans le cadre d'une coopération active avec les ONG et ancrée localement. Celles-ci sont régulièrement identifiées comme les bénéficiaires directs et prioritaires des financements et actions des ONG ou du gouvernement sur le terrain en raison de leur capacité à être au plus proche des communautés et à cibler les individus les plus vulnérables. Elles représentent 46% des services de solidarité et de développement à Nebbi où la présence des ONG internationales est plus rare que dans le reste du West-Nile. Les activités des CBOs concernent majoritairement les enjeux de sécurité alimentaire et de revenu (55%), de lutte contre les maladies et les conséquences du VIH/SIDA sur l'exclusion

⁵⁷National Development Plan in Nebbi, *op. cit.*, p. 49.

sociale (13%), ou encore les thématiques relatives aux Droits de l'Homme (3%)⁵⁸.

L'efficacité et l'utilité des CBOs reposent sur l'interaction entre une solidarité communautaire de personnes similaires (*Bonding*) et une solidarité inclusive de personnes différentes (*Briding*). A l'inverse, les liens entre les institutions publiques et les individus dans une position de pouvoir ou de décision peuvent fragiliser l'organisation des acteurs de la solidarité et impacter négativement les projets de développement (*Linking*)⁵⁹. C'est pourquoi les services de solidarité communautaires et auto-organisés représentent une forme de gouvernance démocratique qui légitime les actions de développement et de lutte contre la pauvreté sur le terrain auprès des populations. Les organisations communautaires renforcent la participation active des bénéficiaires dans leurs propres projets de développement et limitent le sentiment de marginalisation provoqué par des mesures politiques trop techniques, bureaucratiques et déconnectées du quotidien. A ce titre, elles utilisent le plus souvent des *Civil Society Organizations* pour concevoir des plaidoyers, réunir des fonds et faire entendre leurs besoins auprès des leaders locaux.

D'autre part, les ONG humanitaires locales et internationales constituent également les principaux acteurs des enjeux de développement et de réduction de la pauvreté à Nebbi. Parmi les organisations humanitaires internationales présentes dans le district, on retrouve Action-Aid Nebbi sur les questions d'éducation ou d'exclusion et d'injustice sociale liée à la pauvreté et au genre. Les ONG internationales sont aussi présentes au travers de Caritas Nebbi dans le cadre d'un développement lié au diocèse catholique du district. Ses activités englobent aussi bien l'agriculture que la lutte contre le VIH/SIDA ou le soutien OVC (Orphans and Vulnerable Children support)⁶⁰. Enfin, l'ONG World Vision International s'occupe également d'activités liées à l'éducation, l'OVC ou le WASH (Water, Sanitation and Hygiene). Dans l'ensemble, les ONG internationales restent largement minoritaires dans le district de Nebbi en raison de l'absence « d'urgence humanitaire » chronique ou de grande ampleur liée à des déplacements massifs de population par exemple. Du reste, il existe des associations et organisations de solidarité qui naviguent entre intérêts publics et privés telles que la Nebbi District Farmers Association ou le West-Nile Private Sector Promotion Development Centre.

Néanmoins, les ONG locales demeurent les organisations de développement les plus

⁵⁸ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAL, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », *op. cit.*, pp. 14-17.

⁵⁹Les notions de *Bonding*, *Briding* et *Linking* se rapportent aux travaux de K. Titeca et T. Vervisch sur l'importance du capital social comme normes permettant aux individus d'agir collectivement dans le cadre des perspectives d'un développement économique qui repose sur une gouvernance plus démocratique en Ouganda. Cf. KRISTOF TITECA, THOMAS VERVISCH, « The Dynamics of Social Capital and Community Associations in Uganda: Linking Capital and its Consequences », *World Development*, Volume 36 n°11, pp. 2205-2222, 2008.

⁶⁰Le soutien OVC comprend généralement l'accès à l'éducation, les soins et la santé, l'alimentation et l'hébergement, le suivi psychologique ou encore la protection contre les abus et l'exploitation des enfants.

connues et ancrées auprès des populations alurs dans les activités de réduction de la pauvreté à Nebbi. Présente depuis des années dans le district, les organisations comme la CEFORD (Community-Empowerment For Rural Development) naviguent entre les besoins humanitaires immédiats et les processus de développement à plus long terme. Cette dernière en particulier travaille aussi bien sur l'agriculture, la création de petites entreprises, le parrainage d'enfants, le WASH et la nutrition, la protection de l'enfance et des réfugiés, ou encore la réduction de risques environnementaux (DRR – Disaster Risk Reduction). Fondée en 2000, elle exerce ses activités sur l'ensemble des 12 districts du West-Nile, y compris à Nebbi, mais également dans certaines régions de l'Ouest ou du Centre de l'Ouganda.

Bien entendu, l'AFARD (Agency For Accelerated Regional Development) constitue aussi l'une des ONG locales les plus connues et appréciées dans le district de Nebbi. Elle se distingue dans ses activités de développement par ses valeurs d'inclusion et de participation très active des bénéficiaires dans l'amélioration de leurs propres conditions de vie ou le renforcement de leurs opportunités sur le terrain. L'objectif est d'inclure la participation de toutes les parties dans le processus de développement et de veiller à la dignité des bénéficiaires dans l'application des mesures de réduction de la pauvreté. De plus, l'ONG inscrit ses actions dans un processus de coopération avec les autres acteurs locaux à travers le partage d'une documentation sourcée et des services d'assistance technique ou de consultation. Les priorités de l'AFARD concernent d'abord la sécurité alimentaire et l'autonomie financière des bénéficiaires autour de projets d'agrobusiness, du renforcement de la résilience face au changement climatique ou la création d'emplois durables dans l'agriculture. Enfin, l'organisation cherche à accentuer la participation des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, aux prises de décision et à la gouvernance locale des intérêts de leur communauté. Ce phénomène s'explique par un manque de connaissances et d'informations des individus sur leurs droits dans le cadre d'une gouvernance centralisée, y compris dans la gestion des affaires locales du district de Nebbi. Les programmes de développement de l'AFARD se basent sur l'approche VIS (Visibility, Impact and Sustainability). C'est-à-dire un partenariat visible, reconnu et apprécié entre l'ONG et les bénéficiaires. Un projet qui repose sur la volonté des bénéficiaires de changer et d'améliorer leurs propres conditions. Puis, l'indépendance et la propriété des acteurs locaux sur les processus d'auto-développement mis en place dans leur district⁶¹.

Les programmes de solidarité qui se fondent sur l'approche subjective et la participation des bénéficiaires permettent aux ONG locales, et à l'AFARD en particulier, d'être très appréciées et

⁶¹ALFRED LAKWO, WILFRED CWINYAAI, and OMAR ABDALLAY, « West Nile Profiling Report », *op. cit.*, pp. 19-20.

acceptées auprès des communautés alors dans le district de Nebbi et le West-Nile. Au cours des entretiens, l'ensemble des personnes interrogées insiste sur leur confiance envers les ONG qui améliorent la vie des individus les plus vulnérables au quotidien. Par exemple, Edwin affirme être particulièrement sensible aux ONG qui soutiennent les conditions des enfants, qu'il s'agisse d'éducation ou d'accès à la santé. Il reconnaît la grande utilité de ces organisations dans la mesure où plusieurs amis à lui ont déjà bénéficié d'une aide similaire lorsqu'ils étaient jeunes. Il se montre très favorable à la présence des programmes de solidarité même s'il concède ne jamais en avoir bénéficié personnellement en raison d'une absence de structures humanitaires conséquentes à Pakwach dans sa ville d'origine. Selon lui, cela s'explique par la disproportion entre le nombre d'ONG présentes dans le Sud du West-Nile et celles qui exercent leurs activités autour de la capitale Kampala. Dans un registre similaire, Yvan confirme la grande utilité des ONG de manière générale dans le district de Nebbi, notamment par rapport à l'efficacité discutée des acteurs publics du développement.

Cette analyse est rejointe par le témoignage de Pamela qui confirme la meilleure efficacité des programmes menés par les ONG locales et les CBOs dans la réduction de la pauvreté, l'allègement des souffrances et la délivrance de services communautaires à Nebbi. Selon elle, les organisations humanitaires comme EMOTER font un bien meilleur travail que les autorités publiques car elles offrent une aide immédiate, localisée et surtout entièrement gratuite pour tout le monde sans distinction. En réalité, cela représente une nuance non négligeable lorsque l'immense majorité des communautés en zone rurale sont incapables d'accéder gratuitement aux services publics dans le peu de situation où ceux-ci sont disponibles. Naturellement, elle insiste sur l'efficacité de terrain EMOTER sur l'ensemble des questions médicales, qu'il s'agisse de la distribution de médicaments, de consultations gratuites, de dépistages contre la Malaria et le VIH ou encore la prévention et l'éducation sanitaire dans les villages. Sur les enjeux socio-économiques, elle reconnaît la grande pertinence et l'efficacité de l'AFARD en ce qui concerne les questions de subsistance, d'autonomisation et d'intégration des communautés en zone rurale. Il s'agit d'une ONG très reconnue et appréciée qui obtient des résultats aussi bien dans la création d'emplois et d'opportunités professionnelles ou éducatives, que dans le renforcement d'une agriculture résiliente et l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables au quotidien. De son côté, Precious rejoint ces avis et constate une plus grande efficacité des ONG comme l'AFARD ou la CEFORD dans l'implication auprès des communautés que les autorités ou les programmes de solidarité des acteurs publics, notamment à Nebbi.

L'efficacité des programmes de développement entre les acteurs publics, humanitaires et

communautaires s'explique par les efforts de communication et de coordination dans les initiatives et politiques de réduction de la pauvreté⁶². En l'occurrence, le Nebbi NGO Forum constitue la plateforme privilégiée de concertations et d'échanges pour coordonner l'action entre les ONG locales, les CBOs et les acteurs publics (CBS, District Planning Unit, Nebbi District Local Government). Similaire aux *Civil Society Organizations*, le forum des ONG à Nebbi est fondé en 2001 comme une institution partenaire des acteurs locaux dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques ou processus de développement entre les districts de Nebbi et Zombo. Il s'agit d'un réseau d'organisations capable d'optimiser la répartition des projets de solidarité mais aussi de partager des données et informations utiles au ciblage des communautés les plus vulnérables entre les différents acteurs locaux.

Ensuite, c'est aussi grâce à un contexte et des conditions favorables que la faisabilité et la durabilité des projets de solidarité sont garanties dans le district de Nebbi. En effet, contrairement à Kampala il n'y a quasiment aucune criminalité à Nebbi et dans ses alentours, tant est si bien que les projets de solidarité et de réduction de la pauvreté peuvent s'y déployer sans craindre de limitations liées à des restrictions sécuritaires. Par exemple, Yvan mentionne à la fin de l'entretien la tranquillité et le contexte paisible du district de Nebbi en comparaison avec la capitale. Il n'y a presque pas de voleurs ou d'infractions, les cambriolages sont très rares, tout comme les violences physiques ou sexuelles. Dans un contexte de grande pauvreté, les vols constituent le risque le plus fréquent pour les ONG locales et internationales qui rassemblent un grand nombre de ressources dans le cadre de leurs activités sur le terrain. Néanmoins, les vols restent rares et sont généralement commis sans la moindre violence.

A ce titre, les ONG comme EMOTER utilisent de modestes enceintes ou barrières avec un veilleur pour protéger leur stock et matériel sans que cela nuise à l'image et à l'ancrage de l'organisation auprès des communautés locales. De plus, les ONG restent particulièrement bien accueillies et ne font face à aucune méfiance, animosité ou ciblage en particulier dans le cadre d'exactions ou d'une criminalité de subsistance. Cette analyse est rejointe par Precious qui confirme un niveau de violence particulièrement bas à Nebbi en dépit d'une pauvreté structurelle très élevée. En tant que femme, elle ne se sent pas en danger lorsqu'elle est toute seule, y compris la nuit, et affirme ne pas se sentir obligée de fermer la porte de chez elle par exemple. Néanmoins, elle précise qu'il s'agit d'un contexte propre à la ruralité à Nebbi et qu'il est impensable de faire la même chose à Kampala en raison d'une criminalité trop importante. Selon elle, cette différence d'attitude et de

⁶²MICK HOWES, « NGOs and the Development of Local Institutions: A Ugandan Case-Study », *The Journal of Modern African Studies*, Volume 35 n°1, pp. 17-35, 1997.

contexte rend service aux programmes de réduction de la pauvreté qui cherchent à s'implanter à Nebbi plutôt que dans une grande métropole en Ouganda (Kampala, Jinja, Gulu, Kira...).



Malgré un contexte historique d'instabilité dans le West-Nile, les populations accueillent favorablement les programmes humanitaires et le personnel étranger dans le cadre de projets de solidarité ou d'assistance. Selon Yvan, les seuls risques d'insécurité pour une ONG dans le Sud du West-Nile pourraient provenir de la frontière avec la RDC en raison de possibles incursions de milices armées dans le district de Zombo en provenance d'Ituri. En effet, le ministère français des Affaires étrangères déconseille fortement de se trouver à moins de 5km de la frontière avec la RDC pour des raisons de sécurité. Néanmoins, l'immense majorité de ces attaques vise les forces armées ougandaises à proximité de la frontière et reste exclusivement localisée aux extrémités Ouest du district de Zombo⁶³. Dans cette optique, le district de Nebbi demeure complètement épargné par les risques d'insécurité, qu'il s'agisse des incursions rebelles et terroristes en provenance de la RDC ou

⁶³GILBERT M. KHADIAGALA, *Security dynamics in Africa's Great Lakes region*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2006.

juste de la criminalité de manière générale. L'ensemble des organisations humanitaires, publiques et communautaires présentes à Nebbi peuvent exercer leurs activités de solidarité et leurs programmes de développement sans subir la moindre restriction sécuritaire. Dans ce contexte, la totalité des ONG locales et internationales présentes à Nebbi favorisent l'acceptation⁶⁴ comme stratégie de sécurité. Dans l'ensemble, aucune mesure de protection particulière susceptible de restreindre le travail ou de nuire à l'image des organisations locales n'existe dans le district de Nebbi et ses alentours. La très faible criminalité et la participation des parties prenantes à leurs propres activités de développement et de réduction de la pauvreté suffisent amplement à réduire l'ensemble des risques de sécurité.

⁶⁴Environnement d'opération humanitaire où la sécurité des activités et du personnel repose sur le consentement, l'approbation et la coopération des communautés locales.

Recommandations

Le profil des personnes vulnérables et marginalisées

1) Recommandations : Le projet de solidarité de *Global Roots Initiative* doit s'adresser prioritairement aux femmes seules vivant en zone rurale avec des personnes âgées ou des enfants à charge déscolarisés et ne parvenant pas à tirer un revenu agricole de subsistance suffisant pour satisfaire des besoins élémentaires.

Explication : Les entretiens semi-directifs et la documentation existante sur les dynamiques du développement dans le West-Nile contribuent à la désignation des profils qui sont les plus vulnérables au sein d'une communauté alur déjà particulièrement affectée par les inégalités à l'échelle de l'Ouganda. Les individus dépendants de l'agriculture et marqués par l'imprévisibilité climatique demeurent les plus pauvres de manière générale. Naturellement, les personnes âgées, handicapées ou orphelines représentent le plus souvent des éléments à charge supplémentaires pour la communauté susceptibles d'accentuer les phénomènes de vulnérabilité déjà présents. Les jeunes, les étudiants ou les commerçants bénéficient d'une meilleure situation mais restent très pauvres par leur incapacité à épargner suffisamment ou à se projeter dans l'avenir sur le long terme.

2) Recommandations : Le projet de *Global Roots Initiative* contre la marginalisation dans West-Nile doit se fonder sur la distinction active et permanente entre les acteurs qui limitent ce phénomène et ceux qui tendent à le renforcer indirectement. La prise en compte de cette dynamique doit permettre de naviguer entre les différents réseaux de solidarité communautaires, familiaux, publics ou privés, ainsi que d'écarter les moins pertinents dans la réduction du sentiment de marginalisation.

Explication : La famille constitue une structure de solidarité et de soutien indispensable aux possibilités d'émancipation de l'individu, en particulier pour le travail et l'éducation. A l'inverse, les politiciens et notables locaux accentuent le phénomène de marginalisation par le clientélisme, la lutte de pouvoir ou l'absence de représentativité effective des Alurs. Par ailleurs, il est inutile d'intégrer la distinction entre les différentes communautés alurs *Paydere* (Nebbi), *Jonam* (Pakwach) et *Okoro* (Zombo) dans la mise en œuvre des activités humanitaires. Malgré des disparités sur certains éléments, il s'agit d'une distinction essentiellement géographique et symbolique qui n'a aucune pertinence concrète sur l'efficacité dans la réduction du sentiment de marginalisation dans le Sud du West-Nile. Enfin, l'utilisation des réseaux de solidarité propres aux Opec Boys ne constitue

pas une alternative fiable et pertinente dans le développement des projets de solidarité de *Global Roots Initiative* sur le terrain, y compris à proximité d'Arua.

Approche technique ou participative

3) Recommandations : Le projet de *Global Roots Initiative* ne doit pas reposer exclusivement sur une approche quantitative dans l'identification et le ciblage des bénéficiaires les plus vulnérables et marginalisés au sein des communautés alurs.

Explication : L'analyse des plans de développement appliqués sur le terrain par les autorités ougandaises témoigne des limites propres au ciblage des individus les plus pauvres à partir de méthodes quantitatives. Quelque que soit la précision des outils employés pour fixer un seuil de pauvreté standardisé et technique, celui-ci restera toujours arbitraire et inapplicable à l'ensemble d'un pays, d'une région ou d'un district. Même les politiques d'ajustement entreprises par la Banque mondiale pour modifier le seuil de pauvreté fixé à 1\$/jour (30% de pauvres) contre 2,15\$/jour (42,1% de pauvres) après 2022 ne suffisent pas. En réalité, il s'agit d'une amélioration toujours incomplète qui illustre les limites de l'approche quantitative dans l'identification des personnes les plus vulnérables. Si le seuil de 2,15\$/jour peut s'approcher de la réalité vécue par certains foyers à Kampala, il reste incapable de documenter avec précision la complexité des ressentis subjectifs de la pauvreté dans les contextes ruraux ou dans d'autres situations.

4) Recommandations : L'approche participative et subjective constituent la méthode d'identification la plus efficace et pertinente pour identifier structurellement et individuellement les communautés marginalisées et vulnérables. Les projets de *Global Roots Initiative* doivent intégrer les méthodes qualitatives comme instrument privilégié dans le ciblage de ses bénéficiaires dans le district de Nebbi et ses alentours.

Explication : La collecte de données et d'informations sur les communautés alurs du district de Nebbi gagne en pertinence et efficacité lorsqu'elle se fonde sur les méthodes subjectives et qualitatives. Cela permet de comprendre la complexité de chaque situation vécue par les individus qui se sentent marginalisés et plus vulnérables que la moyenne en échappant aux limites des perspectives trop englobantes et généralistes d'un taux de pauvreté. Le dialogue et la concertation avec les communautés témoignent de l'importance des approches subjectives dans la participation des bénéficiaires au projet par l'identification de leurs propres besoins. Fondamentalement, les pauvres savent mieux que les autres ce qu'ils leur manquent et seule la méthode participative permet de retranscrire les affects et le ressenti sur la pauvreté propre à chaque individu.

Mener son projet entre acteurs publics et humanitaires

5) Recommandations : Les institutions et structures chargées de mettre en œuvre les politiques publiques du développement constituent des acteurs peu fiables ou efficaces, mais largement incontournables. Dans ce cadre, le projet de l'ONG doit s'adapter au désengagement des autorités chargées de la réduction de la pauvreté et prévoir dans ses activités les lacunes de l'Etat dans l'identification des personnes les plus vulnérables à Nebbi.

Explication : Les organisations publiques du développement telles que le District Planning Unit, le Nebbi District Local Government ou les *Community Based Services* accusent de limites structurelles dans leur capacité à identifier les bénéficiaires et fournir une documentation pertinente sur la pauvreté. De plus, on observe un désengagement généralisé et un manque chronique de financement en provenance de l'Etat, faisant de ces derniers des partenaires peu efficaces sur le terrain. Par ailleurs, les acteurs publics sont chargés d'appliquer des politiques de développement qui reposent sur des standards techniques et quantitatifs souvent peu pertinents dans le contexte du West-Nile. Par conséquent, il n'est pas recommandé de s'appuyer sur l'assistance et les services délivrés par l'Etat ou l'autorité publique pour identifier les communautés ou individus les plus vulnérables et marginalisés du district de Nebbi.

6) Recommandations : Les ONG locales humanitaires et les *Community Based Organizations* doivent représenter les partenaires privilégiés de *Global Roots Initiative* dans ses activités de développement. L'intégration et la participation des bénéficiaires au projet doivent reposer prioritairement sur une coopération active avec les acteurs humanitaires et communautaires.

Explication : Contrairement aux services et mesures délivrés par l'Etat ougandais, les ONG locales et les CBOs ont un impact direct et visible sur les communautés affectées durablement par les dynamiques structurelles de la pauvreté à Nebbi. Les projets sont ancrés localement et reposent sur la participation active des bénéficiaires qui prennent part au processus de décision et s'impliquent personnellement dans la prise de décisions ou l'application des mesures au sein de leur communauté. Les CBOs en particulier sont des partenaires indispensables qui servent d'intermédiaire auprès des populations locales les plus marginalisées et vulnérables. Par ailleurs, les ONG et CBOs privilégient l'approche subjective et participative pour adapter la manière de mesurer la pauvreté au contexte et aux réalités du district de Nebbi afin d'identifier précisément les besoins de chaque communauté et individu.

S'adapter aux faiblesses et tirer profit des avantages de Nebbi

7) Recommandations : Le projet de *Global Roots Initiative* évolue dans le contexte d'une pauvreté structurelle qui se matérialise par des facteurs multi-dimensionnels qui interagissent entre eux. Par conséquent, le programme humanitaire doit chercher à soulager les bénéficiaires sur des secteurs qui impactent positivement l'ensemble des dynamiques du développement (éducation, infrastructures, services médicaux et sanitaires, autonomisation économique et politique, participation, gestion des ressources...).

Explication : Aucune organisation humanitaire ne peut adresser des solutions exhaustives sur la totalité des éléments qui conditionnent la pauvreté, en particulier lorsque celle-ci s'attache au fondement même d'une société et d'une communauté. Dès lors, les ONG doivent privilégier les secteurs multi-factoriels du développement qui influencent plusieurs dynamiques à la fois. Par exemple, il faut accompagner la délivrance de services sanitaires contre le VIH/SIDA par des dispositifs socio-économiques visant à réduire la marginalisation des personnes contaminées au sein de leur famille et communauté. De même, les processus d'autonomisation économique et agricole des foyers par la création d'un revenu de subsistance doivent s'inscrire dans le cadre d'un renforcement des opportunités éducatives pour les enfants. En conclusion, l'ONG doit optimiser la répartition et le choix de ses activités dans des processus de développement qui offrent la possibilité de réduire conjointement plusieurs facteurs de la pauvreté à Nebbi.

8) Recommandations : Les ONG doivent optimiser leur projet à partir des différentes ressources mises à disposition et profiter au maximum des avantages comparatifs des territoires alurs. Malgré une pauvreté très importante, le West-Nile dispose de nombreuses ressources susceptibles d'offrir des opportunités d'émancipation et d'accompagner les projets de développement humanitaire.

Explication : La grande proportion de zones humides, de pluies et de soleil profite durablement aux perspectives d'autonomisation agricole envisagées par les différents acteurs humanitaires communautaires dans la zone. De plus, les grandes ressources halieutiques offertes par les rives du lac Albert ou du Nil Blanc, ainsi que les nombreuses rivières et courts d'eau contribuent à l'espoir d'une subsistance économique tournée vers la pêche ou même l'extraction pétrolière. Les ressources géologiques et les perspectives commerciales offertes par la biodiversité peinent à être exploitées en raison de mauvaises connexions et infrastructures. L'ONG doit privilégier l'organisation de ses activités autour des opportunités présentes dans la zone pour en accentuer les avantages sur les dynamiques du développement à Nebbi.

Intégrer son projet dans le contexte local

9) Recommandations : Les activités humanitaires de *Global Roots Initiative* doivent s'inscrire dans une dynamique de coopération, de concertation et de coordination active et permanente avec l'ensemble des acteurs présents dans la zone. Dans ce cadre, le Nebbi NGO Forum constitue la plateforme à privilégier comme réseau de communication pour le partage de données et d'informations entre les ONG, les *Community Based Organizations*, les *Community Based Services* et les *Civil Society Organizations*.

Explication : Le caractère éminemment structurel de la pauvreté dans le district de Nebbi contraint tous les acteurs à interagir et coopérer entre eux pour proposer et appliquer collectivement des solutions susceptibles d'adresser l'ensemble des facteurs de la pauvreté. Plusieurs ONG locales comme l'AFARD inscrivent le partage continu d'informations, de statistiques, de témoignages et de données sur la pauvreté dans leurs objectifs de développement. Les acteurs publics, humanitaires et communautaires sont des partenaires indispensables à une documentation efficace, pertinente et précise sur l'identification des personnes les plus vulnérables et marginalisées à Nebbi. Par ailleurs, le dialogue avec l'ensemble des acteurs et partenaires du district contribue à l'intégration concrète de l'ONG sur le terrain, à l'acceptation ou la participation active des bénéficiaires dans le projet, ainsi qu'à la durabilité et la faisabilité de la mission à moyen et long terme.

Apporter l'aide sans déstabiliser

10) Recommandations : Toutes les actions et les activités du projet de *Global Roots Initiative* doivent être réfléchies et calculées de telle sorte à anticiper et éviter les conséquences négatives lors de leur application sur le terrain. Il ne faut pas mettre en œuvre des solutions qui envisagent la création d'un problème ultérieur à terme. Aucune difficulté ne doit se régler par l'accentuation d'une inégalité pour en résoudre une autre.

Explication : Il existe une multitude de situations où la manière d'apporter l'aide peut nuire à la condition des bénéficiaires eux-mêmes. Par exemple, le ciblage par la catégorisation entre les différents foyers de revenus est susceptible d'alimenter des tensions entre les ménages qui jouissent d'une aide et ceux qui sont considérés comme pas assez pauvres pour en bénéficier. De même, l'application sur le terrain de l'approche participative via le transfert de liquidités directement aux communautés peut sembler une bonne idée. Dans les faits, il faut anticiper le contexte socio-politique dans lequel l'argent est distribué pour éviter et contourner les processus locaux de clientélisme et de détournement des fonds par certains notables. Autre situation, il faut veiller à ce

que la délivrance d'une aide n'accentue pas des phénomènes de marginalisation en participant à la désignation ou la stigmatisation de ceux qui la reçoivent. Le droit à l'assistance ne doit pas se transformer en une honte d'être assisté et dépendant de la communauté.

Opportunités et critères de réussite du projet

11) Recommandations : L'ONG participe activement sur le terrain au suivi de l'ensemble des projets de développement tournés sur l'entrepreneuriat qui reposent sur le financement, la création de business ou l'amélioration des opportunités commerciales et professionnelles. Les humanitaires ne doivent pas se contenter d'agir comme de simples cadres chargés de la bonne distribution des fonds alloués aux bénéficiaires pour leurs projets.

Explication : L'analyse des entretiens concernant les projets de micro-finances a démontré les limites d'un développement basé exclusivement sur des logiques d'entrepreneuriat. Les enjeux structurels de la pauvreté à Nebbi freinent les perspectives d'une amélioration des conditions de vie reposant sur la capacité des individus à s'émanciper et s'élever socialement par le travail, l'effort, l'abnégation, l'initiative et la prise de risques. Dans ce cadre, les programmes de solidarité ne doivent pas reposer sur des actions de soutien et de financement d'un business ou d'une activité lucrative qui ne s'accompagnent pas d'un suivi permanent et concret du projet sur le long terme. Il ne suffit pas de doter les pauvres en capital financier pour permettre la réussite et le développement d'activités commerciales ou génératrices de revenus, quel que soit le secteur. L'ONG doit être présente localement tout au long du processus et son aide constitue une prise de risque qui doit échapper aux logiques de rendement et de performance pour être efficace sur le long terme. Dans cette perspective, le rôle de l'ONG est d'accompagner le bénéficiaire dans son projet et d'amortir les risques liés à l'échec d'un investissement pour que ses conséquences ne se répercutent pas sur ce dernier.

Traitement et intégration des réfugiés

12) Recommandations : Les programmes de développement en zone rurale doivent prendre en compte les politiques d'intégration des populations réfugiées, déplacées ou des demandeurs d'asile au sein des communautés alurs, en particulier dans l'agriculture de subsistance.

Explication : Les politiques publiques et gouvernementales à l'égard des réfugiés s'inscrivent dans une démarche de solidarité et d'intégration active au sein des communautés locales d'hébergement. Si l'immense majorité des populations de déplacés vivent dans des camps d'accueil,

une petite minorité fait l'objet d'un processus complet de répartition en ville ou en zone rurale, ainsi que d'intégration progressive au travers de l'éducation des enfants et du travail des adultes. Les activités et projets implantés par *Global Roots Initiative* doivent impérativement s'inscrire dans les perspectives d'intégration des réfugiés comme individus particulièrement vulnérables et marginalisés. De plus, la mise en place des mesures de réduction de la pauvreté doivent aussi permettre la participation des réfugiés dans les processus de décision et d'application.

Installer ses activités dans le contexte sécuritaire

13) Recommandations : Les ONG humanitaires qui ambitionnent de mener leurs activités dans le Sud du West-Nile doivent établir prioritairement leur QG dans le district de Nebbi pour des raisons de sécurité et d'optimisation des ressources. Des activités humanitaires peuvent être menées dans les zones rurales frontalières avec la RDC ou dans le district de Zombo à condition que des dispositions rigoureuses en *Security Risks Management*⁶⁵ (SRM) soient prises par l'ONG.

Explication : En dépit de sa faible probabilité, le risque d'incursion dans le district de Zombo par des groupes armés et terroristes en provenance d'Ituri représente un facteur de stress sécuritaire facilement évitable. Malgré un risque d'attaque relativement faible, les ONG internationales peuvent être spécialement visées ou désignées comme cible prioritaire en cas d'attaque. Que ce soit pour l'acquisition de ressources matérielles, dans le cadre de rançons (le personnel étranger constitue une cible de choix dans le cadre d'enlèvements) ou simplement pour des considérations politiques ou idéologiques. L'établissement du siège permanent d'une ONG dans le district de Zombo serait susceptible de motiver des attaques en raison de sa proximité avec la frontière de la RDC. A l'inverse, Nebbi constitue un choix plus favorable en raison de sa sécurité supérieure à Zombo (incursion) ou Kampala (criminalité), et à sa proximité directe auprès des bénéficiaires.

14) Recommandations : La stratégie de sécurité de *Global Roots Initiative* doit reposer sur l'acceptation des communautés au travers d'un ancrage local, d'une participation des bénéficiaires et d'un dialogue permanent avec les partenaires locaux. Cela permet de réduire la motivation d'attaques ou de vols, d'augmenter l'efficacité des programmes et de diriger les fonds nécessaires à des mesures de Protection ou de limitation des risques sécuritaires vers les objectifs prioritaires des activités de réduction de la pauvreté menées par l'ONG.

⁶⁵Analyse contextuelle, établissement d'une stratégie de sécurité (Acceptation, Protection, Dissuasion), Plan de contingence (Confinement, Relocalisation, Évacuation), création d'une EGC (Équipe de Gestion des Crises).

Explication : Le contexte sécuritaire très favorable du district de Nebbi, en ville comme en zone rurale, constitue un avantage qui favorise l'implémentation d'activités durables et de projets de développement à long terme dans la zone. Dans cette optique, les stratégies de sécurité liées à la Protection (couvre-feu, clôtures barbelées, restrictions de déplacements ou d'interactions avec les communautés...) seraient complètement inutiles, disproportionnées, injustifiées et contre-productives. L'installation des bureaux de l'ONG à Nebbi permet de diminuer les fonds destinés à la sécurisation du site, à la formation du personnel en cas d'incident ou à la restriction des activités.

Conclusion

Les résultats de recherche obtenus au travers des entretiens et de la documentation de terrain sur les enjeux du développement à Nebbi démontrent l'efficacité supérieure de l'approche participative vis-à-vis des méthodes quantitatives et techniques dans la manière de mesurer la pauvreté. Le ciblage des personnes les plus vulnérables et l'identification des phénomènes de marginalisation demeurent trop complexes, subjectifs et situationnels pour être analysés et adressés au travers de chiffres ou d'un seuil de pauvreté. Néanmoins, les réflexions autour des enjeux structurels du développement dans le West-Nile ont permis de répertorier plusieurs éléments quantifiables et mesurables au travers d'une interaction entre les méthodes participatives et techniques. Les ressources propres à la géographie et au climat du district de Nebbi ou de ses alentours ainsi que les difficultés liées à ses infrastructures ou son éloignement des centres économiques témoignent de facteurs qui relèvent aussi bien de données qualitatives que quantitatives. Par ailleurs, l'étude de ces disparités régionales dans le Sud du West-Nile nous renseigne sur les limites des processus de distinction entre les communautés alors réparties entre les districts de Zombo, Nebbi et Pakwach. Si des différences d'opportunités et de développement existent, elles ne sont pas suffisamment prononcées et structurelles pour en faire un facteur de pauvreté à part entière pertinent dans l'analyse.

En ce qui concerne les réflexions autour des notions de *Pénurie de capacité* et de *Résilience*, le suivi des entretiens nous éclaire sur la manière dont se réaliser socialement repose sur la possibilité de se projeter dans l'avenir. En effet, la capacité à satisfaire des besoins de base contribue au bien-être des communautés, mais cela ne suffit clairement pas dans l'épanouissement des individus, y compris parmi les plus vulnérables. La possibilité de participer à la vie politique locale et de faire entendre sa voix dans les processus de décision liés aux enjeux du développement influence considérablement la capacité des individus à penser leur futur dans l'endroit où ils vivent. A l'inverse, les phénomènes de marginalisation socio-politique, ainsi que le manque d'opportunités éducatives, professionnelles et économiques impactent négativement la capacité de réalisation des individus au quotidien. A ce titre, les situations de vulnérabilité et de marginalisation empêchent la *Résilience* des plus démunis ou dépendants de la communauté en rendant difficile la possibilité d'économiser de l'argent, d'épargner, d'investir, de financer des projets ou leurs études etc. De manière générale, la situation de pauvreté se situe dans une dynamique de stagnation où les choses n'empirent pas significativement, mais les perspectives d'une émancipation restent pour autant lointaines. Ce processus est accentué dans le cadre d'une pauvreté largement héritée et fatale dès la naissance où l'individu n'a que peu d'espoirs d'échapper à sa condition par le travail et la prise de

risques.

Enfin, les hypothèses visant à mesurer la pauvreté et identifier les bénéficiaires les plus vulnérables au travers des politiques d'assistance de l'Etat comme outil de désignation des communautés les plus dépendantes ne fonctionnent pas dans le contexte du West-Nile. D'une part, le désengagement et l'insuffisance de financements chroniques des acteurs publics dans la zone ne favorisent pas la coopération avec les organisations humanitaires et communautaires. Globalement, les acteurs publics chargés du développement constituent des partenaires peu fiables en raison de leur incapacité à collecter efficacement une base de données et produire une documentation pertinente et utile sur la situation du district de Nebbi. Plus encore, les méthodes d'analyse et la mise en œuvre des politiques de développement de l'action publique reposent sur les planifications inhérentes à des standards techniques abstraits et inappropriés au contexte d'extrême isolement ou pauvreté du West-Nile. Dans ce cadre, l'implication des ONG locales et des services communautaires comme partenaires et acteurs privilégiés du développement représente une alternative plus efficace, pertinente et ancrée au sein des communautés.

Dès lors, le programme humanitaire ambitionné par *Global Roots Initiative* doit s'inscrire dans une démarche d'intégration et de participation des bénéficiaires au projet, ainsi que dans une dynamique de développement et de réduction de la pauvreté sur le long terme. Les activités de soutien et d'aide à la micro-finance ou aux projets de résilience agricole et alimentaire doivent se dérouler sur une période minimum de 2 à 3 ans. Il s'agit du temps nécessaire à l'observation de premiers résultats durables permettant de constater ou non l'autonomisation financière et la subsistance économique des communautés les plus vulnérables. Il en est de même pour les activités éducatives ou liées à la formation professionnelle des bénéficiaires dans la mesure où celles-ci doivent s'ancrer sur un temps long permettant d'améliorer les opportunités disponibles à l'échelle de plusieurs années. Enfin, les projets relatifs à la prévention sanitaire, la distribution alimentaire ou l'aide à l'emploi peuvent se dérouler sur un laps de temps plus court situé entre 6 mois et 1 an dans le cadre d'activités ou de services plus immédiats sur le terrain.

Le programme mené par *Global Roots Initiative* se situe prioritairement dans le district de Nebbi, mais il peut étendre ses activités de solidarité humanitaire au reste de la communauté alur présente dans les districts de Zombo et Pakwach pour adresser des solutions d'ordre structurel. Similairement, les initiatives d'aide et la coopération avec des acteurs extérieurs aux communautés alurs reste largement envisageable dans le cadre d'une délivrance de services limités à la région du West-Nile (district d'Arua, Koboko...). Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que l'éloignement des activités de l'ONG vers des zones d'opération différentes du contexte des communautés alurs entraînera des répercussions sur l'efficacité, l'adaptation et la pertinence des services délivrés.

Bibliographie

Littérature scientifique

1.

Barrett, Christopher B., Carter, Michael R. & Little, Peter D. Understanding and reducing persistent poverty in Africa: Introduction to a special issue. *Journal of Development Studies* **42**, 167–177 (2006).

2.

Browne, A. J. The Alur-ization of Aidan Southall – Contested Ethnonymic Traditions in North-Western Uganda. *History in Africa* **45**, 221–244 (2018).

3.

Gilbert, W. Integrating the intangible traditional forms of farming knowledge and practices of the Alur people of North-Western Uganda into the IP laws of Uganda. *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science* **482**, (2020).

4.

Howes, M. NGOs and the Development of Local Institutions: A Ugandan Case-Study. *The Journal of Modern African Studies* **35**, 17–35 (1997).

5.

Jacquin, R. Les cash transfers à l'épreuve de l'intermédiation administrative en Ouganda. *Revue internationale des études du développement* 87–113 (2022).

6.

Kellett, N. C. & Gnauck, K. AIDS, Stigma, Marriage, and Economic Empowerment: Exploring Intersections of Women's Marginalization in West Nile Uganda. *Human Organization* **76**, 315–325 (2017).

7.

Komakech, H., Atuyambe, L. & Orach, C. G. Integration of health services, access and utilization

- by refugees and host populations in West Nile districts, Uganda. *Conflict and Health* **13**, 1 (2019).
- 8.
- Komakech, H., Orach, C. G. & Atuyambe, L. M. Sustainability of health services in refugee hosting districts: a qualitative study of health services in three west Nile refugee hosting districts, Uganda. *Conflict and Health* **17**, 9 (2023).
- 9.
- Lakwo, A. Poverty Eradication Dilemma: Understanding Poverty Dynamics in Nebbi District, Uganda. *Africa Development / Afrique et Développement* **33**, 117–140 (2008).
- 10.
- Lakwo, A. & de Haan, L. Rethinking the Impact of Microfinance in Africa: ‘Business Change’ or Social Emancipation. *European Journal of Development Research* **22**, 529–545 (2010).
- 11.
- Malande, O. O. *et al.* Barriers to effective uptake and provision of immunization in a rural district in Uganda. *PloS one* **14**, (2019).
- 12.
- Ojok, B. “Every Child Is Special...”: Perspectives on the Integration of Children Born of War and Their War-Affected Peers at a Local School in Northern Uganda. *Frontiers in political science* **4**, (2022).
- 13.
- Rogers, C. R. The Nondirective Method as a Technique for Social Research. *American Journal of Sociology* **50**, 279–283 (1945).
- 14.
- Titeca, K. Tycoons and contraband: informal cross-border trade in West Nile, north-western Uganda. *Journal of Eastern African studies* **6**, 47–63 (2012).
- 15.

- Titeca, K. Who depends on whom? Uganda's refugee 'success story', corruption and the international community. *Third world quarterly* **43**, 55–73 (2022). 16.
- Titeca, K. & Herdt, T. de. Regulation, Cross-border Trade and Practical Norms in West Nile, North-Western Uganda. *Africa* **80**, 573–594 (2010). 17.
- Titeca, K., Osmond, T. & Foucher, V. Les Opec boys en Ouganda, trafiquants de pétrole et acteurs politiques. *Politique africaine* **3**, 143–159 (2006). 18.
- Titeca, K. & Schomerus, M. Deals and Dealing : Inconclusive Peace and Treacherous Trade along the South Sudan – Ugandan Border. *Africa Spectrum* **42**, 5–31 (2012). 19.
- Titeca, K. & Vervisch, T. The Dynamics of Social Capital and Community Associations in Uganda: Linking Capital and its Consequences. *World Development* **36**, 2205–2222 (2008). 20.
- Webber, A. D. & Hill, C. M. Using Participatory Risk Mapping (PRM) to Identify and Understand People's Perceptions of Crop Loss to Animals in Uganda. *PLOS ONE* **9**, e102912 (2014). 21.
- Bukuluki, P. *et al.* Cultural Dimensions of HIV/AIDS and Gender-Based Violence: A Case of Alur and Tieng Adhola Cultural Institutions in Uganda. in *The Tensions Between Culture and Human Rights* 237–254 (University of Calgary Press, Alberta, 2021). 22.
- Blanc, G. *L'invention du colonialisme vert: pour en finir avec le mythe de l'Éden africain.* (Flammarion, Paris, 2020). 23.

- Cefaï, D. *L'enquête de terrain*. (La Découverte, Paris, 2003). 24.
- Cooper, F. & Jeanmougin, C. *L'Afrique depuis 1940*. (Payot, Paris, 2012). 25.
- Khadiagala, G. M. *Security Dynamics in Africa's Great Lakes Region*. (Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2006). 26.
- Mawby, S. *The End of Empire in Uganda: Decolonization and Institutional Conflict, 1945-79*. (Bloomsbury Academic, London, 2020). 27.
- Mwakikagile, G. *Ethnicity and National Identity in Uganda : The Land and Its People*. (New Africa Press, Dar es Salaam, 2009). 28.
- Mwakikagile, G. *Uganda: A Nation in Transition : Post-Colonial Analysis*. (New Africa Press, Dar es Salaam, 2012). 29.
- Paugam, S. *L'enquête sociologique*. (Presses universitaires de France, Paris, 2012). 30.
- Paugam, S. *Les formes élémentaires de la pauvreté*. (Presses universitaires de France, Paris, 2013). 31.
- Reid, R. J. *A History of Modern Uganda*. (Cambridge University Press, Cambridge, 2017). 32.
- Schomerus, M. *The Lord's Resistance Army: Violence and Peacemaking in Africa*. (Cambridge University Press, Cambridge, 2021). 33.

Sen, A. *Repenser l'inégalité*. (Points, Paris, 2012).

34.

Simmel, G. *Les Pauvres*. (Presses universitaires de France, Paris, 2018).

Rapports et documentation de terrain

1.

Lakwo, A., Cwinyai, W. & Abdallay, O. West Nile Profiling Report. (2008).

2.

Ministry of Finance. Poverty Eradication Action Plan (2004/5-2007/8). (2004).

3.

UNCRRP. Uganda Country Refugee Response Plan (detailed planning 2024-2025). (2023).

4.

World Bank. Uganda Poverty Assessment, Strengthening Resilience to Accelerate Poverty Reduction. (2022).

5.

World Bank. Poverty & Equity and Macroeconomics, Trade & Investment Global Practices. (2024).

6.

Nebbi District Local Government Development Plan For 2015/2016 – 2019/2020. (2015).

Annexes des entretiens

Entretiens semi-directifs : Récolte de données à partir d'une approche participative et subjective

23 décembre 2024 (1h15) : Yvan / 23 ans / Originaire de Nebbi / Étudiant à Kampala

5 février 2025 (40min) : Edwin / 26 ans / Originaire de Pakwach / Conducteur de Boda-Boda à Kampala

9 février 2025 (44min) : Francis / 30 ans / Originaire de Nebbi / Commerçant et agriculteur

12 mars 2025 (37min) : Pamela / 23 ans / Originaire de Nebbi / Infirmière humanitaire

2 avril 2025 (40min) : Precious / 23 ans / Originaire de Nebbi / Étudiante à Kampala

21 avril 2025 (30min) : Maureen / Originaire de Kampala / Fonctionnaire et collecte de données

Table des matières

Résumé et mots clés.....	2
Remerciements.....	3
Liste des acronymes.....	5
Synthèse opérationnelle.....	6
Introduction.....	9
Problématiques.....	13
Chapitre I. Les enjeux structurels et quantifiables de la pauvreté à Nebbi.....	15
1.1 Les dynamiques du développement.....	15
1.2 Les inégalités identifiables et quantifiables.....	19
Chapitre II. Mesurer les conséquences d'une pauvreté et d'une marginalisation subjectives	25
2.1 La pauvreté comme sensation et état d'esprit.....	25
2.2 Représentativité et marginalisation dans le West-Nile.....	31
Chapitre III. Les acteurs locaux du développement et de l'assistance contre la pauvreté.....	38
3.1 Acteurs publics et politiques.....	38
3.2 Acteurs humanitaires et communautaires.....	42
Recommandations.....	49
Conclusion.....	57
Bibliographie.....	59
Littérature scientifique.....	59
Rapports et documentation de terrain.....	63
Annexes des entretiens.....	64